



**Commissariat à la Sécurité Alimentaire**  
Observatoire de la Sécurité Alimentaire

# **BULLETIN SEMESTRIEL D'INFORMATION SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE EN MAURITANIE**

**-VERSION SIMPLIFIEE POUR COURRIER ELECTRONIQUE-  
(sans cartes)**

## **SOMMAIRE**

|  |    |
|--|----|
| Editorial.....   | 1  |
| Situation alimentaire des wilaya en mai 2002.....                          | 2  |
| Situation des communes rurales à risque alimentaire pour l'année 2002..... | 5  |
| Situation des prix des produits alimentaires dans les wilaya.....          | 7  |
| Evolution des prix des produits alimentaires de base à Nouakchott.....     | 10 |
| Importations céréalières des six derniers mois.....                        | 12 |
| Vulnérabilité des agriculteurs en zones pluviales.....                     | 13 |
| Aperçu sur la vulnérabilité alimentaire à Nouakchott.....                  | 14 |
| La malnutrition en Mauritanie : Diagnostic et Remèdes.....                 | 16 |
| Production agricole 2001 / 2002 : les résultats définitifs.....            | 20 |
| Actions humanitaires du CSA au premier semestre 2002.....                  | 21 |
| Activités de la Direction des Programmes du CSA.....                       | 22 |
| Un nouveau dispositif national pour organiser les secours d'urgence.....   | 24 |

La Mauritanie connaît au cours de ce 1<sup>er</sup> semestre une situation alimentaire particulièrement préoccupante.

La campagne agropastorale 2001-2002 a été très défavorable à cause surtout de l'irrégularité et de la mauvaise répartition de la pluviométrie.

C'est ainsi que les trois principaux types de cultures pratiqués (pluvial, décrue et walo) ont enregistré une importante chute de production, en particulier dans les zones de l'Aftout, de la Bande Frontalière avec le Mali et de la Vallée du Fleuve.

Au plan pastoral, même si le début de l'hivernage a été calme dans certaines wilaya, la situation s'est rapidement dégradée, surtout dans les wilaya du Brakna, du Trarza, et du Gorgol ainsi que dans une partie de l'Assaba, suite aux intempéries de janvier 2002. Par ailleurs, dans les zones pastorales du Hodh Echargui, du Hodh El Gharbi et du reste de l'Assaba, la situation pastorale s'est détériorée à cause des feux de brousse et de l'insuffisance en eau pour l'abreuvement du bétail.

Les prix des céréales traditionnelles ont connu une hausse vertigineuse dans les zones de production et le niveau d'approvisionnement en denrées alimentaires de base a été faible, particulièrement dans les zones enclavées.

En outre, la quasi absence de pluies au Tagant et dans les wilaya du Nord a été à l'origine d'une mauvaise situation pastorale dans ces régions. Cette baisse considérable de la production agropastorale dans presque toutes les wilaya du pays, s'est répercutée négativement sur le niveau de vie et sur la situation alimentaire des populations vulnérables en milieu rural.

La récente réunion à Nouakchott de l'unité de prévention et de gestion des crises alimentaires

du CILSS a confirmé le déficit alarmant identifié en Mauritanie.

Le Ministère du Développement Rural et de l'Environnement vient de faire sortir les chiffres définitifs de la production agricole qui confirme l'importance du déficit céréalier national.

La situation ne pourrait s'améliorer qu'en fin septembre au moment des toutes premières récoltes des cultures pluviales.

Le Gouvernement a, dès le début de l'année, lancé, dans le cadre du Comité de Programmation Alimentaire (CPA), un appel aux états et organismes donateurs d'aide alimentaire pour aider la Mauritanie à surmonter cette épreuve.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a répondu positivement, en décidant en avril dernier, d'engager prochainement une grande opération d'aide d'urgence dans sept wilaya. La mobilisation du financement nécessaire à cette opération est actuellement en cours.

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire a engagé, en collaboration avec certains donateurs des opérations d'aide d'urgence dans presque toutes les Wilaya du pays pour soulager les populations nécessiteuses. Cette action humanitaire se poursuit encore à l'heure actuelle.

Malgré l'action continue du Gouvernement, ces efforts restent encore insuffisants car, comme l'a constaté récemment l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire du CSA, près des 2/3 des ruraux sont actuellement en situation de vulnérabilité alimentaire plus ou moins avancée.

L'Observatoire de la Sécurité Alimentaire continue à suivre, grâce à son réseau de collecte de l'information, l'évolution de plus en plus inquiétante de la situation alimentaire des populations.

# SITUATION ALIMENTAIRE DES WILAYA EN MAI 2002

## Hodh El Gharbi

La situation des ressources naturelles est en dégradation. Les niveaux des eaux de surface et de la nappe phréatique sont en baisse.

La récolte des cultures maraîchères est terminée. Les rendements sont globalement faibles. Exceptionnellement, les zones de Sawana et Berbare ont relativement bien produit.

Les pâturages sont dégradés sous l'effet conjugué de la forte pression du cheptel et des feux de brousse.

Des problèmes d'alimentation en eau se posent en particulier dans certaines zones à l'instar de Ehel Tebroud, Ehel Ahmed Ely (commune de Gogui), Senewali (commune de Medbougou), Achweiv (commune de Touil), Egherj El Bowl (commune de Radhi) et Lekhnei g (commune de Mabrouk).

L'état d'embonpoint des animaux est acceptable. Les épizooties signalées sont la misère physiologique, la fièvre aphteuse et les parasitoses. On signale le recours aux aliments du bétail notamment pour le petit élevage de case.

Le niveau des approvisionnements en produits alimentaires de base est régulier à l'exception des céréales traditionnelles dont les prix sont élevés. Les prix des viandes rouges sont aussi en hausse car le bétail est en transhumance.

Les maladies les plus fréquentes demeurent le paludisme, les diarrhées et les pneumopathies. On note une dégradation de l'état nutritionnel des enfants en bas âge et des femmes enceintes et allaitantes.

## Assaba

La situation des ressources naturelles est dégradée et caractérisée par un tarissement des eaux de surface. La récolte des cultures maraîchères est achevée.

Les pâturages sont rares dans la wilaya. Une forte concentration de petits ruminants est observée dans la moughataa de Kankossa.

Le tarissement des eaux de surface et la baisse du niveau de la nappe phréatique a favorisé la transhumance précoce vers le Mali.

La situation sanitaire et d'embonpoint du cheptel est dégradée à cause du manque de fourrage et d'aliments du bétail.

Les marchés de la wilaya sont relativement bien approvisionnés en produits alimentaires de base. Les prix sont en légère hausse.

La situation sanitaire et nutritionnelle est caractérisée par l'existence de foyers de rougeole dans les communes de Boulahrath et Aghourat. En outre des cas de cécité nocturne ont été constatés à Oudey-Ness. La situation nutritionnelle est dégradée dans la moughataa de Boumdeï d.

## Gorgol

Les ressources naturelles sont caractérisées par une surexploitation des ressources forestières liée aux activités de production de charbon. Cette activité s'étend même à des zones potentiellement moins dotées (M'Bout par exemple). Le niveau du fleuve et de ses affluents est très bas. Dans certains zones, les puits ont tari entraînant un exode de villages entiers dans la moughataa de Monguel.

Les récoltes du walo ont été très faibles cette année au point que la production n'a eu aucune influence sur les cours des prix des céréales traditionnelles sur les marchés de la wilaya.

La campagne maraîchère est terminée. La production a été faible et les prix des produits maraîchers sont en hausse. Les principales zones de production sont Kaédi, Foum Gleita, Lexeiba et M'Bout. Sur le plan rizicole, une campagne de contre saison est en cours actuellement dans le périmètre de Foum Gleita.

Les pâturages sont de plus en plus rares. La transhumance bat son plein : d'importants troupeaux viennent s'installer dans les zones d'El Atef, d'autres quittent vers le Sud (Guidimagha). Certains éleveurs utilisent déjà des aliments de bétail pour nourrir leurs troupeaux. Ces aliments sont rares sur le marché et coûtent très chers.

Le cheptel souffre de misère physiologique due à la sous-alimentation. On signale deux foyers de botulisme dans les communes de Moï t et de Bockol (Moughataa de Monguel), de charbon symptomatique et de pasteurellose chez les bovins, de parasitoses internes chez les petits ruminants dans la moughataa de M'Bout.

Le paludisme et les pneumopathies (IRA) régressent, mais les maladies liées à la malnutrition sont en augmentation (diarrhées, anémies et parasitoses) en particulier dans les moughataa de Maghama, M'Bout et Monguel. Dans ces moughataa, la malnutrition atteint des proportions endémiques à l'exemple de Foug Gleita où les 2/3 des enfants sont mal nourris.

Des cas de cécité nocturne sont signalés à Oueï d Ehel Ahmed Sultan (commune de Souve), à Bockol (moughataa de Mouguel), à Edebey Ehel Ghelay, Chelkhet Tiyab et Lahrache de la commune de M'Bout.

Le niveau des approvisionnements en denrées de base est régulier sauf pour les céréales traditionnelles dont les prix sont élevés (le moud de sorgho d'environ 3.6 kg se vend 450-500 UM).

Les villages d'agriculteurs (Adouaba) sont particulièrement éprouvés par la période de soudure et vivent essentiellement de cueillette sauvage (eizzine) dans les moughataa de M'Bout et de Mouguel. Les faibles activités génératrices de revenu que ces populations ont développées sont la vente de charbon, de paille, la conduite des animaux et les travaux manuels (brique etc).

Les éléments d'alerte sont la rareté des céréales traditionnelles, en particulier dans les villages de cultivateurs (Adouaba), l'exode des familles vers les villes, la cueillette sauvage et la persistance de la malnutrition.

### **Brakna**

Le niveau des nappes phréatiques et du fleuve est en baisse. Un feu de brousse s'est déclenché au bord du lac d'Aleg détruisant 10 ha de pâturages. On note la perte de 70 petits ruminants qui ont consommé l'eau d'un puits intoxiqué par la carcasse d'un animal.

La campagne maraîchère est terminée dans la zone du fleuve, ainsi que dans les faibles périmètres d'Aleg et de Maghta Lahjar.

Les pâturages se raréfient, ce qui est à l'origine de la faiblesse de l'état d'embonpoint du cheptel, notamment dans la Moughataa de Maghta Lahjar, l'Arrondissement de Mâle, ainsi que dans les communes Sud des Moughataa de Bababé et de M'Bagne.

Une opération de vente de blé avarié destiné au bétail est organisée par la SONIMEX. Cette opération de secours au bétail vend le sac de 50 kg de blé avarié disponible à 1.500 UM.

Le niveau des approvisionnements en denrées de base est régulier à l'exception des céréales traditionnelles. Les prix sont à des niveaux élevés. 85 tonnes de blé ont été distribuées dans la Moughataa de M'Bagne par le CSA.

Les éléments d'alerte du mois sont : le manque d'eau, le repas unique quotidien, l'exode de familles, la persistance de la malnutrition, la vente d'animaux reproducteurs, la hausse des prix des céréales traditionnelles et le recours aux aliments de pénurie.

La situation sanitaire et nutritionnelle est en nette dégradation. On observe une recrudescence des maladies liées à la malnutrition (diarrhées, parasitoses, anémies). Les Centres d'Alimentation Communautaire (FLM, Caritas) continuent de fournir des rations aux enfants mal nourris (0 à 5 ans).

### **Trarza**

Les eaux de surface se réduisent à celle du fleuve Sénégal et à ses affluents dont les niveaux sont en baisse. La riziculture et le maraîchage sont les deux typologies de culture pratiquées actuellement dans la wilaya. La campagne de contre saison rizicole a été soumise à une forte pression aviaire. Ce qui a poussé le MDRE à entamer une lutte anti-aviaire en mobilisant deux avions légers et plusieurs voitures équipées en conséquence. 3000 litres de produits anti-aviaires ont été utilisés. La récolte de paddy de contre saison sera probable dans la prochaine semaine. Les rendements ont été revus à la baisse (moins de 4 T / ha).

La wilaya renferme quelques rares poches de pâturages dans la Moughataa de Ouad Naga (El Arye), dans le sud de la Moughataa de Boutilimitt (El Akrich, Boutembskit, Boutoueydima), dans la Moughataa de R'Kiz (Aouekeyra, Legatt, Dakhle). Ces poches sont soumises à une forte pression du cheptel. La plupart des éleveurs ont recours aux aliments du bétail et en particulier les producteurs de lait.

Sur le plan de la santé animale, la variole persiste chez les petits ruminants dans la Moughataa de Rosso, en même temps que l'Entérotaxémie. La peste est signalée chez les ovins. Le cheptel caprin et camélin de la wilaya est dans un état relativement satisfaisant. Une partie du cheptel est partie, cependant, en transhumance au Brakna, au Gorgol et au Sénégal voisins.

Le niveau des approvisionnements en denrées de base est régulier à l'exception de celui des céréales traditionnelles et des viandes rouges dont les prix sont en hausse.

La situation sanitaire et nutritionnelle est dans l'ensemble acceptable. Les maladies les plus courantes

sont le paludisme et les diarrhées. Certains cas de malnutrition sont signalés dans la Moughataa de Rosso.

La zone de la chemama et les communes de El Arye, Aouleygatt, les communes du Nord de la Moughataa de Boutilimitt, les communes de El Khatt, Taguilalett et de N'Diago traversent une situation difficile à cause du manque de pâturages et d'hydraulique pastorale en cette période de soudure.

### **Adrar**

La situation des ressources naturelles est caractérisée par un couvert végétal dégradé. En outre, le niveau des nappes alluviales est en forte baisse et l'on assiste à une remontée de la salinité dans les nappes de Teyarett et Tawaz.

La campagne maraîchère est terminée dans toute la wilaya. Le cycle de développement des dattes se poursuit dans l'ensemble des oasis.

Les pâturages sont quasiment inexistantes. On observe une forte pression du cheptel camélin sur les points d'eau dans la zone de Meddah (Lemseï di). Le cheptel souffre de misère physiologique et de parasitoses. Les aliments du bétail destinés à la vente sont disponibles dans la wilaya.

Les marchés sont suffisamment approvisionnés en céréales. Les prix sont quasiment stables. Dans la zone d'Aoujeft, les prix sont en légère hausse.

La situation sanitaire de la wilaya est caractérisée par la persistance de pneumopathies. Sur le plan nutritionnel, des cas de diarrhées et de malnutrition (anémies) sont signalés chez les enfants et les femmes dans les zones de Chinguitti et d'Aï n Savra. On note cependant l'ouverture de 34 CAC, d'un CREN et de 2 Cantines scolaires.

L'élément d'alerte du mois est le surendettement des ménages.

### **Tagant**

La situation des ressources naturelles est en dégradation. Les eaux de surface sont inexistantes.

La campagne maraîchère est terminée. La production, bien que faible, a été relativement satisfaisante.

Le couvert végétal est très dégradé, la rareté des points d'abreuvement des animaux dans les couloirs de transhumance accélère le mouvement du cheptel vers les wilaya voisines (Brakna, Assaba et les Hodhs).

Les approvisionnements en denrées de base sont insuffisants dans les zones enclavées où les prix sont en hausse.

La situation sanitaire et nutritionnelle est caractérisée par la persistance de pneumopathies et du paludisme surtout à Lekhcheb, Ghoudya, l'Oued Lebyadh et Tamourt N'Aaj, de la malnutrition, qui persiste à Tichitt, Lekhcheb et Khoums Teidoum (Lehsira), s'observe également à Daber (Commune de Soudoud) à Dar Esselam et N'titane (Commune de N'Beika).

Notons qu'une équipe médicale spécialisée en ophtalmologie s'est rendu dans la wilaya et a effectué environ 300 interventions.

### **Guidimakha**

La wilaya a connu dernièrement quelques traces de pluies. Il n'y a pas de cultures en cours, mais les agriculteurs se préparent pour la saison prochaine.

Les pâturages secs existent par endroits. Cependant ils sont soumis à une forte pression du cheptel transhumant des wilaya voisines notamment de l'Assaba. L'état d'embonpoint du cheptel est dégradé.

Le niveau des approvisionnements est correct sauf pour les céréales traditionnelles. Les prix des denrées sont stables par rapport au mois passé mais ils restent élevés étant donné le faible pouvoir d'achat d'une bonne frange de la population.

Aucune épidémie n'est signalée dans la wilaya, mais on peut cependant noter une recrudescence de la malnutrition et des maladies diarrhéiques dans le département de Ould Yenge (Lahraj, Outhen Levrass).

# SITUATION DES COMMUNES RURALES A RISQUE ALIMENTAIRE POUR L'ANNEE 2002

Dans le but d'établir une prévision sur la situation alimentaire des populations rurales mauritaniennes, l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire (OSA) a mené en février 2002, une enquête d'identification des communes rurales à risque alimentaire.

La méthodologie d'identification utilisée repose, d'une part sur une série d'appréciations qualitatives de facteurs et indicateurs conjoncturels touchant directement ou indirectement la sécurité alimentaire ; et d'autre part sur une appréciation de la situation de chaque commune considérée en année normale (situation structurelle basée sur le potentiel et la vocation agro-économique).

## Situation des communes rurales à risque

L'irrégularité et la mauvaise répartition de la pluviométrie cette année ont eu un effet négatif sur la production agricole dans la plupart des régions du pays. C'est ainsi que les deux principaux types de cultures pratiqués (pluvial, décru) ont enregistré une importante chute de production.

Au plan pastoral, même si le début de l'hivernage a été calme dans certaines wilaya, la situation s'est rapidement dégradée surtout dans les régions du Brakna, du Trarza, et du Gorgol suite aux intempéries de janvier 2002. Par ailleurs, dans les régions de l'Assaba et du Hodh El Gharbi, la situation pastorale s'est détériorée à cause des feux de brousses et du manque d'eau pour abreuver le bétail.

Le niveau d'approvisionnement en denrées alimentaires de base a été très faible particulièrement dans les zones enclavées. Les prix des céréales traditionnelles ont connu une hausse vertigineuse dans les zones de production.

La baisse considérable de la production agropastorale s'est répercutée négativement sur le niveau de vie et sur la situation alimentaire des populations vulnérables en milieu rural.

Les résultats de l'identification menée par l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire en février dernier montrent qu'à des degrés divers, 70% des communes du pays peuvent être considérées comme à risque alimentaire.

Cette identification fait apparaître, cependant, 3 groupes de communes de niveau de risque différent selon l'intensité de la vulnérabilité alimentaire :

- Le premier groupe est composé de **29 communes** qui sont situées à un niveau de **vulnérabilité extrême**. Bien qu'elles se trouvent surtout dans des zones de vulnérabilité structurelle (Moughataa de M'Bout, de Monguel et de Maghta Lahjar), la dégradation de la situation alimentaire de ces communes s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs conjoncturels. En effet, ces communes, en plus de la très mauvaise campagne agropastorale, ont été victimes des intempéries de janvier 2002 qui ont affecté cheptel et pâturages.
- Un second groupe de **59 communes** à risque est considéré à **vulnérabilité élevée**. Il s'agit d'une part de communes dont la production agropastorale a été très faible à cause du déficit pluviométrique enregistré cette année ; d'autre part de quelques communes dont la situation est aggravée par la succession de plusieurs années consécutives de déficit pluviométrique. Le premier sous-groupe se trouve surtout dans les Moughataa de Barkéol, Kaédi, Maghama, et Tintane et le second, essentiellement dans les Moughataa de Aoujeft, Chinguitti et Tidjikja.
- Enfin le groupe des **46 communes** à **vulnérabilité modérée** qui sont situées dans toutes les wilaya agropastorales du pays, affectées cette année par une mauvaise campagne agropastorale.

**Tableau 1 : Nombre de communes vulnérables par wilaya**

| Wilaya        | extrême | élevée | modérée | Total     | Niveau Vulnérab. |
|---------------|---------|--------|---------|-----------|------------------|
| <b>Gorgol</b> | 11      | 13     | 2       | <b>26</b> | 92,86            |
| Brakna        | 6       | 7      | 5       | <b>18</b> | 90,00            |
| Assaba        | 5       | 10     | 8       | <b>23</b> | 92,00            |
| Trarza        |         | 4      | 5       | <b>9</b>  | 36,00            |
| H. Echargui   |         | 8      | 11      | <b>19</b> | 67,86            |
| H. El Gharbi  | 3       | 4      | 7       | <b>14</b> | 51,85            |
| Tagant        | 1       | 5      | 2       | <b>8</b>  | 80,00            |
| Adrar         |         | 5      | 3       | <b>8</b>  | 80,00            |
| Guidimakha    | 2       | 3      | 3       | <b>8</b>  | 47,06            |
| Tiris Zemour  | 1       |        |         | <b>1</b>  | 50,00            |

## Principales zones à risque alimentaire du pays

### 1. Zone de l'Aftout

Cette zone est considérée parmi les plus vulnérables du pays. Elle concerne les wilaya du Gorgol, du Brakna et une partie de l'Assaba.

La production pluviale y a été mauvaise cette année. L'échec du pluvial, qui est la principale typologie agricole dans cette zone est la conséquence du déficit pluviométrique et de la mauvaise répartition temporelle des pluies.

Sur le plan pastoral, la zone de l'Aftout a été particulièrement touchée par les intempéries de janvier 2002.

La situation alimentaire est très critique dans cette zone, où on observe plusieurs éléments d'alerte : recrudescence de la malnutrition, recours aux aliments sauvages, exode précoce d'actifs ou de familles entières. Avec 26 communes à risque sur un nombre total de 27, cette zone apparaît comme la plus vulnérable du pays.

### 2. Zone de la Vallée du Fleuve

La zone de la Vallée a été soumise cette année à plusieurs contraintes, parmi lesquelles on peut citer l'irrégularité des pluies, la mauvaise crue du fleuve, et la baisse des emblavures en zone irriguée. Les résultats de campagne agricole ont été très faibles, dans l'ensemble.

En outre, certaines parties de cette zone ont été fortement touchées par les intempéries survenues au mois de janvier dernier, ce qui a provoqué des dégâts importants au cheptel, aux pâturages et aux cultures.

Cette situation s'est répercutée négativement sur le niveau de revenu des populations dont la situation alimentaire est devenue critique.

On constate par ailleurs, dans les communes vulnérables de la Vallée, une augmentation des cas de malnutrition, de diarrhées et de pneumopathies. Selon les responsables locaux de la Santé, cette dégradation de la situation sanitaire observée depuis le début de l'année est essentiellement due à la détérioration de la situation nutritionnelle des populations.

### 3. La Bande frontalière avec le Mali :

Zone de cultures pluviales, allant du Guidimakha au Hodh Echargui, la Bande Frontalière avec le Mali est l'une des régions les plus importantes sur le plan

démographique. Cette année, la production agricole y a été très faible à cause de l'insuffisance et de l'irrégularité des pluies du dernier hivernage.

En conséquence, les populations connaissent actuellement des difficultés importantes d'approvisionnement alimentaire, à cause de la hausse vertigineuse des prix des céréales de base et de leur rareté.

Plusieurs éléments d'alerte sont actuellement visibles au niveau des communes vulnérables : recours aux aliments sauvages, vente de biens personnels, exode inhabituel de familles entières.

### 4. Les Régions Oasiennes (Adrar et Tagant)

Avec 16 communes rurales à risque alimentaire sur un total de 19 communes, cette zone est particulièrement affectée cette année. Cette vulnérabilité résulte de l'effet cumulé de plusieurs années consécutives de déficit pluviométrique, ce qui a réduit considérablement la production des cultures sous palmier, et par conséquent le niveau de revenu des populations les plus défavorisées.

Sur le plan alimentaire et nutritionnel, certains éléments d'alerte y sont signalés : malnutrition des enfants en bas âge, réduction des rations alimentaire et exode d'actifs.

### 5. Zone pastorale des deux Hodh et de l'Assaba

Cette zone qui regroupe une grande partie du potentiel pastoral du pays a été exposée cette année à plusieurs difficultés liées à la production alimentaire.

En effet, on constate une diminution rapide des ressources fourragères et hydriques, ce qui a engendré une détérioration de l'état d'embonpoint et sanitaire du bétail et sa transhumance précoce vers la partie sud de ces régions où la concentration du cheptel a provoqué un surpâturage.

Cette situation s'explique à la fois par le déficit pluviométrique et par le déclenchement de plusieurs feux de brousse d'envergure importante.

La situation sanitaire et nutritionnelle des populations de cette zone, est globalement mauvaise avec une recrudescence des diarrhées, du paludisme et de la malnutrition surtout dans les localités vulnérables.

## SITUATION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LES WILAYA

A l'approche de la période de soudure, la situation dans les wilaya montre une évolution inquiétante surtout en ce qui concerne les prix des céréales traditionnelles. Vu la faible production agricole de l'année 2001-2002, les quantités mises sur les marchés ont été rapidement consommées. Actuellement dans la plupart des localités, le petit mil et le maïs sont presque inexistantes, seules de faibles quantités de sorgho sont encore disponibles mais à des prix extrêmement élevés pour la saison, et en hausse continue depuis le début de cette année. Les récoltes du walo survenues entre janvier et mars, n'ont pas induit de baisses significatives de ces prix sur les marchés régionaux. Une comparaison avec l'année précédente montre que, sur la plupart des marchés, le prix (UM/kg) du sorgho en avril 2002 a atteint presque le double de son niveau d'avril 2001 (voire plus selon les wilaya). Cette augmentation est en grande partie à l'origine de la situation très difficile observée actuellement dans les zones où les habitudes alimentaires sont basées essentiellement sur les céréales traditionnelles. On s'attend donc au cours des prochains mois, à ce que les prix de ces produits continuent d'augmenter à l'instar de leurs évolutions durant l'année précédente jusqu'aux premières récoltes en octobre.

Le prix du riz local est légèrement en hausse cette année par rapport à l'année précédente. Ceci résulte d'une baisse de la production, causée en partie par les intempéries de janvier 2002 dans les wilaya rizicoles du pays.

Dans les zones de production et au niveau de certains marchés frontaliers avec le Mali et le Sénégal, ce prix est resté cependant comparable à son niveau de l'année précédente.

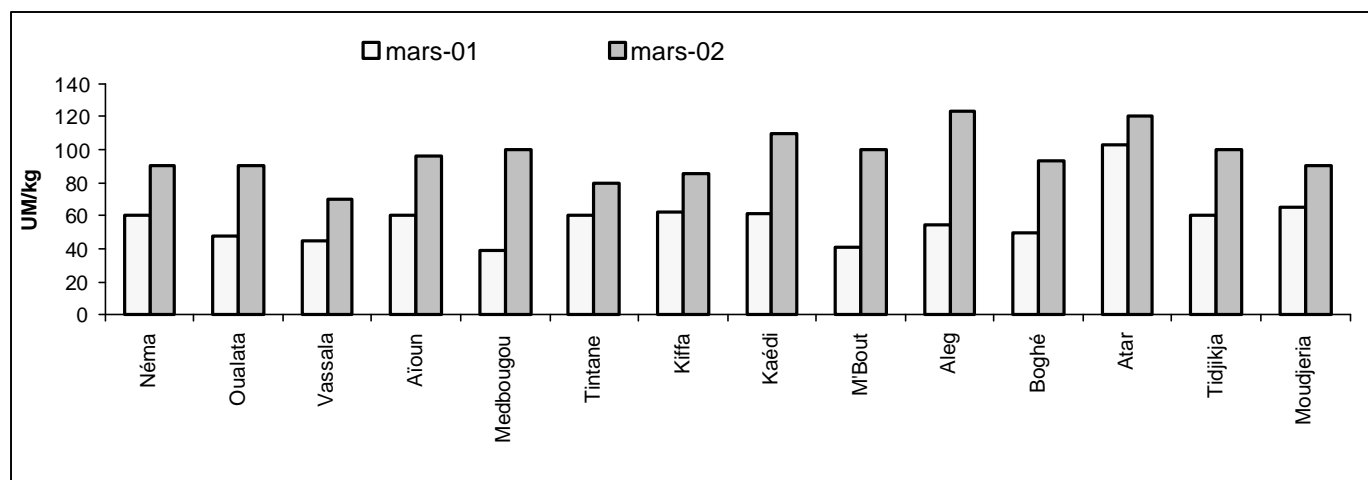
Le blé reste, quant à lui, globalement disponible sur les marchés régionaux à des niveaux de prix variant selon les localités. Le maximum est enregistré dans les zones enclavées comme Tichitt et Vassala où il atteint plus de 100 UM/kg. Au niveau national, il semble que le prix du blé soit stabilisé par un bon approvisionnement suite à des importations régulières de cette denrée au cours des six derniers mois. Cet approvisionnement ne contribue que faiblement à la résorption du déficit dans certaines zones où les habitudes alimentaires sus-mentionnées restent tenaces.

S'agissant des viandes rouges, leurs prix n'ont pas beaucoup évolué cette année, comparés à leurs niveaux habituels, ce qui est, dans la plupart des cas, attribué à la volonté des autorités locales de limiter les fluctuations de ces prix, plutôt qu'à une disponibilité satisfaisante en ce produit de première nécessité. En effet, vu les conditions pastorales de cette année, l'approvisionnement des marchés en viande est faible surtout au niveau des wilaya du Nord qui connaissent des années de sécheresse répétées. Il faut cependant souligner que pour la majorité des populations rurales, ce niveau de prix des viandes reste hors de portée de leurs faibles revenus.

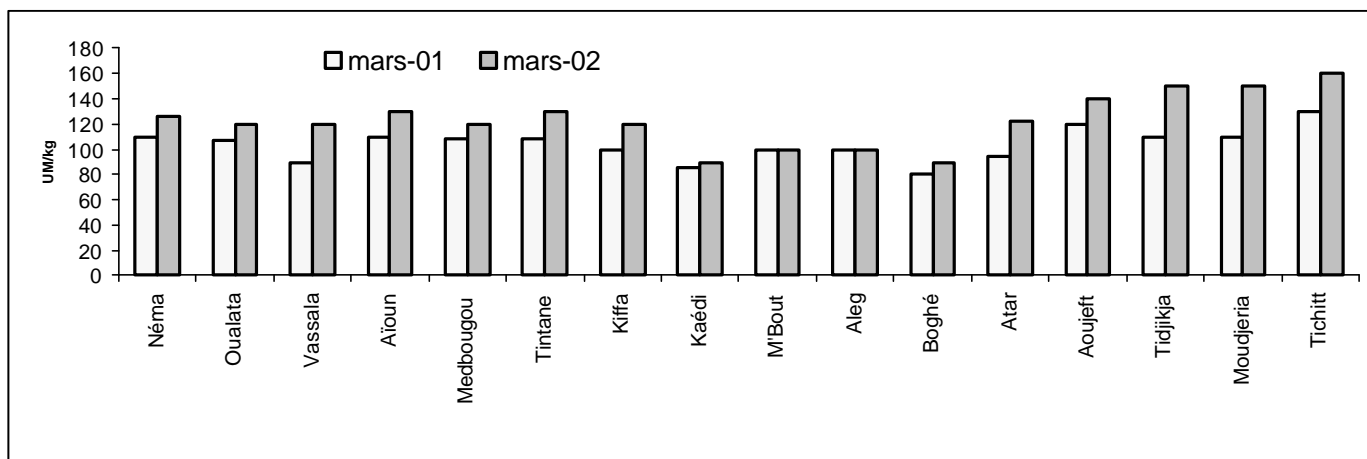
Le haricot, principale source de protéine et substitut de la viande, a connu lui aussi un niveau de prix très élevé cette année. Comparé à l'année précédente, son prix a subi des hausses importantes exception faite de quelques zones de production du pays.

Nous nous proposons d'effectuer ci-après une analyse par wilaya des prix du blé, des céréales traditionnelles, du riz et du haricot, denrées essentielles dans l'alimentation des populations, notamment en période de soudure.

**Comparaison du prix du sorgho à l'intérieur du pays en mars 2001 et mars 2002 (UM/kg)**



### Comparaison du prix du riz local à l'intérieur du pays en mars 2001 et mars 2002 (UM/kg)



#### Hodh Echagui

Dans cette wilaya, on a choisi comme échantillon d'analyse quatre marchés de la région. Le marché de Néma, le marché enclavé de Oualata et les marchés frontaliers de Adel Bagrou et Vassala.

Le sorgho et le petit mil, qui sont les céréales les plus consommées dans la région, ont vu leurs prix augmenter continuellement depuis novembre 2001.

Une hausse globale des prix de ces denrées a eu lieu en décembre 2001, elle était d'environ 20 % pour le petit mil, faisant passer son prix de 60 UM/kg à 70 UM/kg à Adel Bagrou, de 70 à 85 UM/kg à Néma et de 75 UM/kg à 90 UM/kg à Oualata. La hausse du prix du sorgho était un peu plus faible (environ 10 %).

De janvier à avril, ce dernier prix est resté quasi-stable, mais à un niveau élevé ; fluctuant dans la fourchette de 85-90 UM/kg à Néma et Oualata. En effet, comparé à l'année précédente, le niveau des prix de ces produits est largement supérieur. A titre d'exemple, le prix affiché par le sorgho en avril 2002 à Oualata est supérieur à plus de 60 % à son niveau d'avril 2001 (90 UM/kg contre 55 UM/kg). Une comparaison similaire montre que la différence du prix du petit mil entre ces deux dates est de 70 % à Adel Bagrou.

On note cependant que dans cette wilaya, les prix des céréales traditionnelles sont légèrement plus faibles par rapport à ceux affichés au niveau de la plupart des marchés du pays. Les échanges frontaliers avec le Mali ont un impact sur les prix de ces denrées en particulier sur les marchés frontaliers d'Adel Bagrou et de Vassala.

Le prix du riz local dans la wilaya est resté durant les six derniers mois au niveau de 100-110 UM/kg à l'exception des marchés enclavés à l'exemple de Oualata et Vassala où il atteint 120 UM/kg. Notons qu'en ce qui concerne le blé, aliment de seconde importance dans l'ordre de préférence des populations locales, il a vu son prix se stabiliser durant les trois derniers mois à un niveau

relativement acceptable sur les marchés de Néma, Oualata et Adel Bagrou et à un niveau élevé dans la zone enclavée de Vassala.

#### Hodh El Gharbi

Dans cette wilaya on a choisi comme échantillon d'analyse des prix les marchés d'Aï oun, de Medbougou, de Tamchekett et de Tintane.

Sur les marchés de cette wilaya, les prix du blé se sont stabilisés depuis janvier 2002 à 70 UM /kg à Aï oun, 75 UM/kg à Medbougou et Tintane et 80 UM/kg à Tamchekett.

En ce qui concerne les céréales traditionnelles, les dernières quantités disponibles de petit mil ont été consommées avant le mois de janvier. Le sorgho qui est encore disponible a vu son prix se stabiliser dans la région entre décembre 2001 et février 2002, mais à un niveau élevé variant de 90 UM/kg à Tintane à 100-110 UM/kg à Medbougou. Les quantités de ce produit commercialisées après la récolte en février et mars n'ont pas pu stabiliser les prix sur les marchés et une seconde hausse importante de ce prix a eu lieu en avril 2002, lui faisant atteindre le niveau de 120 UM/kg à Medbougou, Tintane et Tamchekett. Comparé à l'année dernière, le prix du sorgho est supérieur cette année à plus de 120 % à Medbougou et à Tintane, ce qui semble anormal pour une localité comme Medbougou, frontalière avec le Mali qui bénéficie généralement d'un bon approvisionnement à travers le Mali.

Cette situation pourrait s'expliquer par une limitation probable des exportations de sorgho par les autorités des localités frontalières maliennes.

Le prix du riz local n'a pas connu une grande fluctuation au cours des six derniers mois. Il a varié dans la région de 120 UM/kg à Medbougou à 140 UM/kg à Tamchekett. Le prix du riz importé a varié dans la région en avril 2002 de 170-180 UM/kg.

## **Gorgol**

Dans cette wilaya, l'analyse des prix porte sur les marchés de Kaédi, de M'Bout et de Monguel. La tendance globale du prix du sorgho est à la hausse à l'instar des autres wilaya. Sur le marché de Kaédi, le prix de ce produit est resté stable à 120 UM/kg depuis le mois décembre, alors qu'à M'Bout, située dans les zones de production, le prix du sorgho a augmenté continuellement et est passé de 70 UM/kg en décembre 2001 à 100 UM/kg en mars 2002.

Malgré les récoltes du walo en fin mars, le prix du sorgho est resté élevé dans la région. Il est nécessaire, pour mettre en évidence l'ampleur des difficultés rencontrées par les populations de cette wilaya dont l'alimentation est à base de céréales traditionnelles, de rappeler que dans la Moughataa de M'Bout, le kilogramme de sorgho ne dépassait pas 40 UM en mars 2001, soit une augmentation de plus 150 % un an après.

Le maïs local et le petit mil très utilisés par les populations de cette région, sont très rares et presque inexistantes sur les marchés de la wilaya.

A Kaédi où ces deux denrées sont encore disponibles, leurs prix ont atteint respectivement 200 UM/kg et 115 UM/kg. Là aussi, si on compare avec mars 2001 pour saisir l'évolution des prix, on constate qu'à cette date de l'année dernière les prix étaient respectivement de 90 UM/kg et 60 UM/kg, ce qui correspond à presque la moitié du prix de cette année.

Le prix du riz local est resté globalement à son niveau de l'année dernière. Il est à un niveau relativement bas par rapport aux autres régions du pays (en mars 2002 à 100 UM/kg M'Bout et 90 UM/kg à Kaédi), ce qui serait dû à la disponibilité du riz Thai en provenance du Sénégal, vendu dans la région à un prix voisin de celui du riz local.

Le prix du haricot a évolué d'une manière différente suivant le marché. Une baisse continue de ce prix a été observée à Kaédi passant de 300 UM/kg en décembre 2001 à 120 UM/kg en mars 2002, à la suite de la mise sur le marché des produits de la récolte. Ce même prix a fluctué d'une manière irrégulière à M'Bout entre 100 UM/kg et 150 UM/kg. Le prix du haricot reste cependant environ 30 % plus cher que l'an dernier.

Le blé qui ne rentre pas trop dans les habitudes alimentaires des populations de cette wilaya, a connu une stabilité de son prix à un niveau relativement élevé de 80 UM/kg à Kaédi et 90 UM/kg à Monguel. Une légère baisse, sans doute limitée dans le temps, a été observée en mars ; elle est causée probablement par la distribution gratuite effectuée dans la région par le CSA.

## **Brakna**

Dans la wilaya du Brakna, on a choisi comme marchés échantillons le marché d'Aleg, le marché frontalier de Boghé et le marché de Djonaba dans la zone de production.

Les quantités commercialisées de petit mil ont été presque épuisées depuis le mois de février 2002 dans la wilaya. De faibles quantités de sorgho et de maïs sont encore disponibles sur les marchés, mais à des niveaux de prix très élevés. Le prix du maïs a varié entre 90 UM/kg à Boghé et 140 UM/kg à Aleg. Le prix du sorgho s'est stabilisé depuis le mois de février au niveau de 100 UM/kg à Boghé et M'Bagne et 125 UM/kg à Aleg et ce malgré les récoltes du walo. Dans cette région à vocation agricole, le prix du sorgho ne dépasse habituellement jamais en mars et avril 70 UM/kg, à l'exemple de l'année précédente.

En ce qui concerne le riz, cette région profite de deux avantages : sa vocation rizicole et sa proximité du Sénégal. Ceci a pour conséquence un niveau des prix du riz local et importé relativement bas par rapport aux autres wilaya (entre 90 UM/kg et 100 UM/kg pour le riz local et pour le riz importé de 100 UM/kg à M'Bagne à 120 UM/kg à Boghé et 130 UM/kg à Aleg).

Le niveau du prix du haricot base avril 2002 est assez élevé pour la saison. Il est au double de son niveau de l'année précédente à la même période variant actuellement de 140 UM/kg à Boghé à 180 UM/kg à Aleg.

Notons enfin que le prix du blé a très peu fluctué au cours des six derniers mois et la wilaya semble être bien approvisionnée en haricot à un niveau de prix variant de 70 UM/kg et 100 UM/kg.

## **Adrar**

Dans cette wilaya, on a choisi d'analyser les prix sur le marché d'Atar et le marché enclavé d'Aoujeft, représentatif des marchés de la région. De novembre 2001 à mars 2002, le prix du blé est resté stable sur le marché d'Atar et d'Aoujeft aux niveaux respectifs de 60 UM/kg et 75 UM/kg. Sur les marchés les plus enclavés à l'exemple de Tenwemande, cette denrée s'est vendue à 100 UM/kg.

Concernant le riz local et importé, l'approvisionnement ne semble pas aussi régulier ce qui engendre un niveau de prix assez élevé. Une tendance à la hausse du prix du riz local est observée à partir de février à Aoujeft où il est passé de 120 UM/kg à 140 UM/kg en mars. Celui du riz importé s'est stabilisé dans la wilaya à un niveau très élevé de 200 UM/kg à Aoujeft et 180 UM/kg à Atar.

Le prix du sorgho a été stable jusqu'en février à 110 UM/kg à Atar et 120 UM/kg à Aoujeft. En mars 2002, une hausse subite a amené ces prix respectivement à 120 UM/kg et 140 UM/kg.

### Tagant

Au niveau de la wilaya du Tagant, on a eu à suivre les prix des marchés de Tidjikja, Moudjeria, Ghoudia et Tichitt. Au cours des six derniers mois, le prix du blé a atteint un niveau maximum dans les zones enclavées comme Tichitt, où il a varié dans la fourchette de 100 UM/kg et 110 UM/kg selon la disponibilité sur le marché. A Tidjikja et à Moudjeria, ce prix était dans la majorité des cas à 75 UM/kg.

Le riz local est la variété de riz la plus consommée actuellement par les populations de la wilaya. Le prix de ce produit est resté à un niveau élevé dans les zones enclavées au cours des six derniers mois, variant entre 150 UM/kg et 160 UM/kg à Tichitt et entre 140 UM/kg et 150 UM/kg à Ghoudia. Ailleurs, sur les marchés de Tidjikja et de Moudjeria, ce prix n'a cessé de croître passant de 130 UM/kg en décembre pour atteindre 150 UM/kg en mars.

En avril 2002, la récolte de riz au niveau national s'est répercutée positivement sur ces deux marchés ramenant son prix à 135 UM/kg à Moudjeria et 120 UM/kg à Tidjikja.

Le prix du haricot, aliment très prisé dans cette région, a atteint des niveaux maxima entre décembre et mars fluctuant de 180 UM/kg à Tidjikja et Moudjeria à 280 UM/kg à Ghoudia. En avril 2002, la mise sur le marché des produits de la récolte de la zone de production de la wilaya (N'Beika) a fortement fait baisser le prix, le ramenant à 100 UM/kg à Tidjikja, 80 UM/kg à Moudjeria.

Concernant le sorgho, le niveau d'approvisionnement est globalement faible et son prix a très peu varié dans la wilaya, se stabilisant à 90 UM/kg à Moudjeria et 100 UM/kg à Tidjikja. Ce niveau de prix relativement bas est dû au peu d'intérêt qu'accordent ces populations à cette denrée.

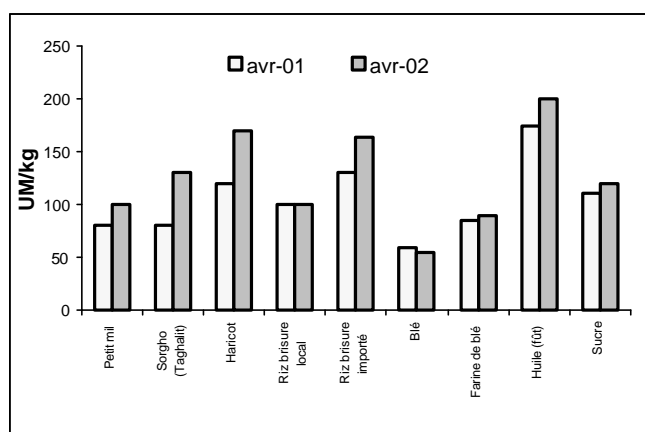
*Il ressort de cette situation dans les wilaya du pays que les populations rurales sont confrontées cette année, d'une part à une baisse significative de leurs revenus qui provenaient en grande partie de la vente des surplus de la récolte, d'autre part à la hausse importante des prix des produits locaux qui constituent leur alimentation de base.*

*Pour faire face à cette situation difficile, ces populations à faibles revenus se voient contraintes d'emprunter à des prix usuraires les produits de première nécessité remboursables à la prochaine récolte ou de vendre leurs animaux de case, qui constituent leurs seuls avoirs pour reconstituer leurs stocks paysans.*

## EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE A NOUAKCHOTT

Les marchés suivis par l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire à Nouakchott ont été caractérisés durant les six derniers mois, d'une part, par une hausse des prix de la majorité des produits alimentaires importés et d'autre part par un déficit d'approvisionnement en céréales traditionnelles, traduit par un niveau de prix élevé.

Comparaison des prix à Nouakchott  
avril 2001 et avril 2002



En ce qui concerne les produits importés, le prix de la farine qui était resté tout au long de l'année 2001 sans changement significatif à 80 UM/kg, a connu en janvier 2002, une hausse importante pour atteindre 100 UM/kg. Durant cette même période le prix de l'huile est passé de 180 UM/litre à 210 UM/litres.

En février 2002, une hausse du prix du sucre (passant ainsi de 115 UM/kg à 130 UM/kg) est venue s'ajouter à celles de ces deux produits. Globalement entre décembre 2001 et février 2002, les prix de ces trois produits alimentaires ont connu des hausses d'environ 20 %.

En ce qui concerne le sucre et l'huile, cette augmentation est le fait de la fluctuation de leurs prix au niveau international. Ces prix ont subi à partir de mars 2002 de légères tendances à la baisse (-10 %), pour retrouver en mai leur niveau de départ.

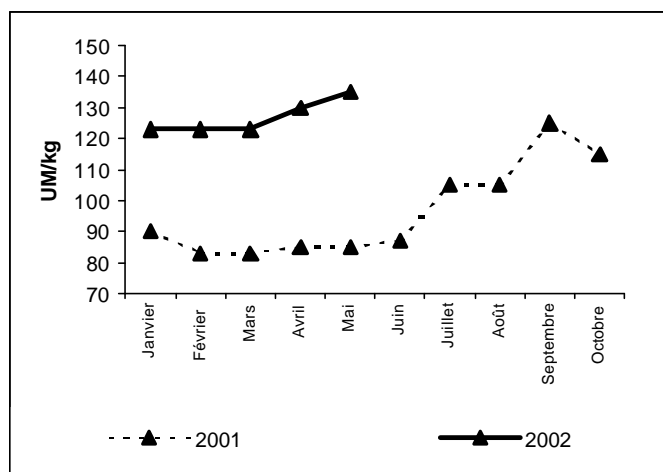
Quant à la hausse du prix de la farine, elle résulterait de l'augmentation des charges à l'importation qui a eu comme effet, une diminution des quantités importées au

cours des premiers mois de l'année (voir article sur les Importations). La mise sur les marchés de la farine transformée dans les usines locales «Grands Moulins de Mauritanie» a contribué à faire baisser ce prix en mars à 90 UM/kg, qui est encore son prix actuel.

Le prix du blé, soutenu par un approvisionnement régulier est resté quasiment stable à 55 UM/kg durant les six derniers mois. Celui du riz importé, a quant à lui varié à la baisse de 170 UM/kg à 160 UM/kg. Rappelons toute-fois que ce prix était, en mai 2001 au niveau de 135 UM/kg.

S'agissant des produits locaux, on note essentiellement que le prix du riz local est resté dans la plupart du temps à 110 UM/kg durant les six derniers mois. Le prix sorgho après avoir baissé de 130 à 120 UM/kg en décembre suite aux dernières récoltes du pluvial, est resté stable à ce niveau jusqu'au mois de mars 2002 malgré les récoltes du walo survenues dans les wilaya du pays. L'évolution de ce prix au cours de cette année est différente de celle observée en 2001, où ce prix a connu une baisse importante à Nouakchott durant la période de récolte du walo, ce qui atteste d'une mauvaise récolte nationale cette année. A partir du mois d'avril, ce prix a subi des hausses continues pour avoisiner ainsi en mai 140 UM/kg. Ce niveau actuel de prix dépasse largement le niveau maximum enregistré au cours de l'année 2001 qui est de 125 UM/kg, atteint au mois de septembre juste avant les premières récoltes de ce produit.

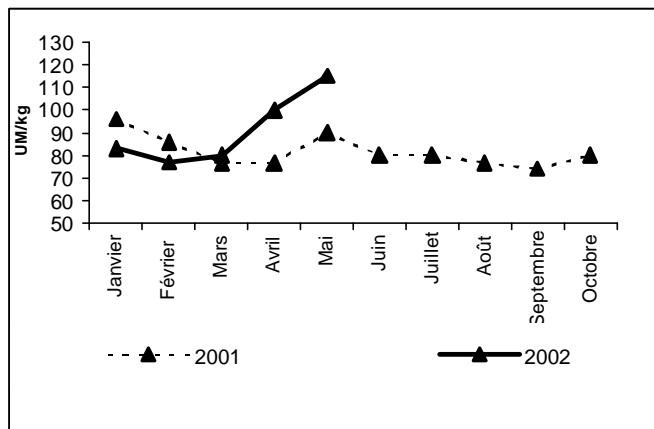
### Evolution du prix du sorgho à Nouakchott



Le prix du mil a subi en janvier une hausse d'environ 10 % passant de 70 UM/kg à 80 UM/kg. Ce qui s'explique en cette période par l'épuisement de la production locale de mil mise sur les marchés. Par la suite, une bonne partie des quantités vendues à Nouakchott provenait du Sénégal, ce qui a eu pour effet de stabiliser son prix entre janvier et mars 2002 à 80 UM/kg, un prix qui est même inférieur à celui de l'année dernière à la même période.

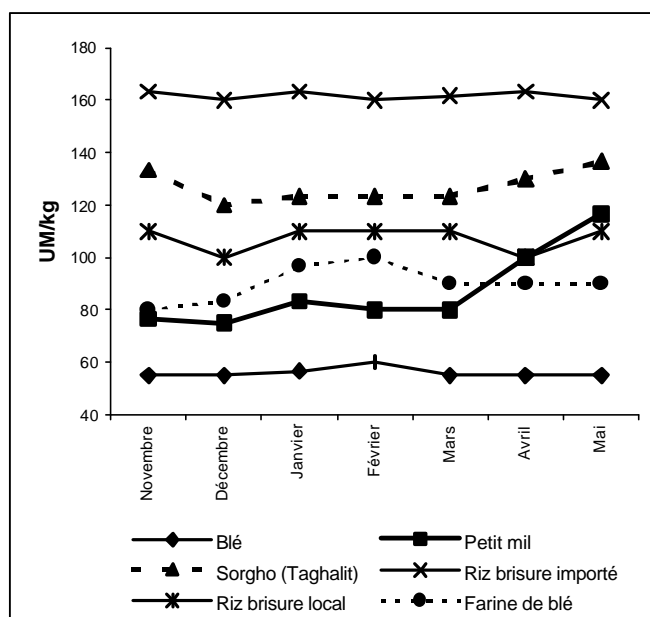
La rupture de ces importations en avril a provoqué une hausse subite du prix du mil qui est passé de 80 UM/kg à 100 UM/kg. Cette hausse s'est accentuée en mai à 115 UM/kg. Ce niveau de prix est lui aussi largement supérieur au maximum de l'année dernière qui était de 90 UM/kg.

### Evolution du prix du mil à Nouakchott



L'évolution des prix au niveau des marchés de la capitale vient renforcer notre analyse des prix dans les wilaya. Elle fait ressortir un niveau élevé de prix des produits alimentaires importés de première nécessité, ce qui s'est répercuté directement sur les marchés régionaux. Cette évolution confirme aussi la hausse exceptionnelle des prix des céréales traditionnelles observée dans les régions. En conclusion, au cours de ce semestre, le niveau général des prix des produits alimentaires a été au dessus de la porté des revenus des populations défavorisées aussi bien en milieu urbain que dans les zones rurales.

### Evolution sur les six derniers mois des prix des céréales à Nouakchott



## IMPORTATIONS CEREALIERES DES SIX DERNIERS MOIS

Les débarquements des produits céréaliers au niveau du Port Autonome de Nouakchott montrent qu'entre novembre 2001 et avril 2002, la Mauritanie a importé plus 153.100 tonnes de blé (blé grains, farine et semoule converties en équivalent grains). Cette quantité est répartie comme suit :

- 99.275 tonnes d'importations privées de blé grains dont 31.016 tonnes destinées aux Grands Moulins de Mauritanie (transformation en farine)
- 12.407 tonnes d'aides alimentaires (dont 6.777 t pour le CSA et 5.630 t pour la Word Vision)
- 32.106 tonnes d'importations privées de farine (équivalent en blé grains)
- 9.313 tonnes d'importations privées de semoule (équivalent en blé grains)

Une comparaison de ces importations avec celles de la même période des années antérieures montre que les importations de blé ont tendance à augmenter depuis quatre ans.

Cette hausse est notable particulièrement au niveau des importations commerciales destinées à l'approvisionnement des marchés locaux. Elles atteignent actuellement 68.259 tonnes contre 61.545 tonnes entre novembre 2000 et avril 2001 et 56.625 durant la même période de l'année 99/2000 (soit respectivement plus 11 % et plus 20,5 %).

On peut expliquer cette situation par l'accroissement de la demande suite à un déficit accru en céréales traditionnelles et une utilisation croissante de ce produit pour l'alimentation du bétail, conséquence des années successives de sécheresse dans les wilaya pastorales du nord.

Par contre, l'aide alimentaire en blé reçue jusqu'à présent reste faible. Seulement 6.777 tonnes ont été débarquées pour aider les populations défavorisées, une grande partie servant au financement de micro-projets de développement (programme vivres contre travail PAM/CSA).

Cette quantité est en baisse de 31 % par rapport à la quantité d'aide alimentaire reçue au cours de la même période de l'année 2000/2001, soit 9.875 tonnes. Signalons aussi que les 5.630 tonnes de blé ont été importées des USA par l'ONG « Word vision », que

cette quantité a été vendue sur le marché local et qu'elle n'a donc pas été distribuée directement aux populations sous forme d'aide alimentaire.

En ce qui concerne la farine, l'arrêt du crédit à l'exportation accordé par certains pays de l'Union Européenne pour l'importation de cette denrée a été en partie à l'origine de la création en 2001 d'une unité moderne de transformation locale du blé, les « Grands Moulins de Mauritanie ».

Cette usine a déjà importé plus de 31.000 tonnes de blé, auxquelles s'ajoutent des quantités acquises sur le marché local.

Ces blés transformés localement correspondent approximativement à la baisse d'importation de farine constatée cette année (moins 33.000 tonnes de farine en équivalent grains par rapport à la même période de l'année dernière). Il semble donc que le déficit d'importation sera pratiquement comblé par les produits de cette usine.

Les importations commerciales de riz ont repris après une longue pause en 2001 et atteignent entre novembre 2001 et avril 2002, plus de 15.000 tonnes.

La reprise de ces importations laisse penser que le marché national a retrouvé un certain équilibre suite à cet arrêt qui a permis d'écouler les stocks accumulés de riz local.

Les aides alimentaires en riz reçues au cours de cette même période sont de l'ordre 9.900 tonnes et proviennent essentiellement d'un programme régulier de partenariat entre la Mauritanie et le Japon d'une part, la Mauritanie et la Chine d'autre part.

Si les quantités de céréales importées par le secteur privé au cours des six derniers mois ont permis jusqu'à fin avril un approvisionnement globalement correct des centres urbains, la situation alimentaire reste très difficile en milieu rural en particulier dans les zones vulnérables et enclavées.

Cette situation est devenue inquiétante, d'autant plus que le volume des aides alimentaires reçues est très faible.

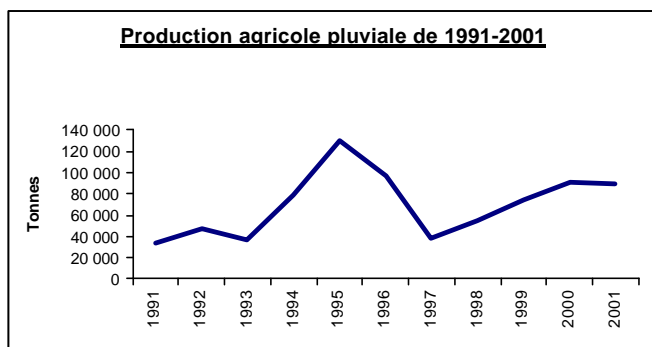
# VULNERABILITE DES AGRICULTEURS EN ZONE PLUVIALE

La Mauritanie est l'un des pays sahéliens les plus touchés par la sécheresse et la désertification, qui ont gravement endommagé ses ressources naturelles et provoqué un déséquilibre de son écosystème.

C'est ainsi que des aléas climatiques (pluviométrie irrégulière, insuffisance des précipitations) affectent fréquemment la production agricole dont dépendent largement les activités économiques d'une grande partie de la population.

En effet, l'agriculture en Mauritanie reste encore dominée par les systèmes traditionnels de production pluviale. Les spéculations pratiquées sont les céréales, particulièrement le sorgho et le mil, associées à de faibles emblavures de niébé et de pastèque, dont les rendements sont très faibles.

L'agriculture pluviale, communément appelée Diéri, représente 72% du potentiel agricole du pays ; c'est une typologie de production extensive se pratiquant sur des sols sablonneux où les superficies varient considérablement suivant le niveau de la pluviométrie.



L'analyse des données sur la production agricole pluviale montre une fluctuation de la production d'une année à l'autre suivant l'évolution de la saison pluviale. En effet, la production dépend de plusieurs paramètres :

- La durée de la saison : qui doit être suffisante pour le développement végétatif des cultures ;
- Le nombre des arrêts pluviométriques ;
- Les cumuls des précipitations.
- L'état phytosanitaire des cultures qui est souvent affecté par les ennemis des cultures tel que les déprédateurs (oiseaux, sautériaux,) et les parasites (sésamies, etc.).

C'est de ce potentiel fragile et à rendement faible que dépend la nourriture de près de 31% de la population nationale, soit environ 830 000 individus.

Le caractère aléatoire de cette production est accentué par une faible performance des techniques agricoles utilisées et une basse productivité des céréales

traditionnelles ; il expose les exploitants à des perturbations alimentaires continues, les rendant ainsi de plus en plus vulnérables.

Si on considère une norme de consommation de 176kg/personne/an [répartie entre riz (46 kg/personne/an), blé (71 kg/personne/an) et céréales traditionnelles (59 kg/personne/an)] et en admettant que les 71 kg de blé sont remplacés en milieu rural par des céréales traditionnelles, soit donc un besoin accru dans ce milieu à 130 kg/personne/an de céréales traditionnelles, vu une production moyenne de céréales traditionnelles estimée à 72.000 Tonnes par an (soit une disponibilité de 86kg/personne/an), on en déduit que ces populations souffrent d'un déficit alimentaire chronique de 44kg/an.

L'accumulation de ce déficit, depuis les années de sécheresse, a conduit à un appauvrissement de cette population paysanne qui n'a pas encore développé des stratégies alternatives efficaces.

En effet, les rares activités génératrices de revenu, que ces populations pratiquent surtout en période de soudure, n'arrivent pas à répondre à tous leurs besoins essentiels. C'est ainsi que la cueillette de la production forestière (gomme arabique, jujubier) et la production du charbon et du bois sont en nette réduction à cause de la désertification.

Ces zones de production pluviale, qui se situent essentiellement sur la Bande Frontalière avec le Mali, en Aftout et en Affolé se trouvent généralement dans une situation alimentaire difficile surtout pendant les périodes de soudure qui deviennent de plus en plus longues.

Le recours forcé à la consommation d'aliments sauvages et à la réduction de la quantité et de la qualité des repas quotidiens affecte souvent l'état nutritionnel et sanitaire de ces populations qui sont davantage victimes de maladies liées à la malnutrition (diarrhées, pneumopathies, rougeole, anémies, avitaminose).

En plus, ces populations sont amenées à contracter des dettes qui les obligent à hypothéquer leurs maigres productions ou vendre le peu d'actifs dont elles disposent (outillage agricole, petit cheptel, etc...).

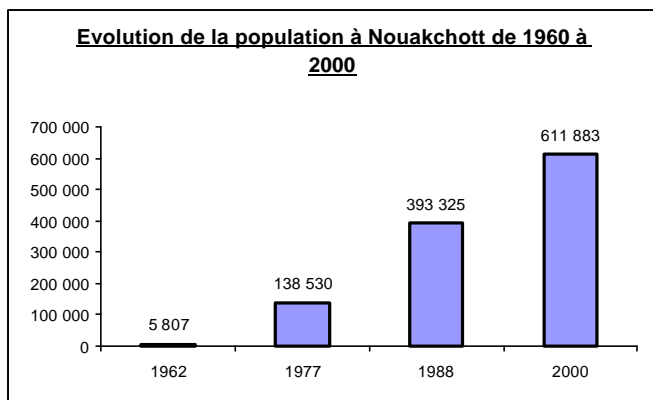
Cette situation persiste toujours et est à l'origine de fréquentes crises alimentaires, malgré les actions menées par l'Etat et ses partenaires, à savoir la construction d'ouvrages hydrauliques permettant une meilleure maîtrise de l'eau, l'utilisation des semences et des produits phytosanitaires ainsi que de la vulgarisation agricole au profit des paysans des zones pluviales.

# APERÇU SUR LA VULNERABILITE ALIMENTAIRE A NOUAKCHOTT

On peut définir la vulnérabilité alimentaire comme la difficulté pour une population à développer une stratégie d'adaptation face à une situation de risque qui met en péril sa sécurité alimentaire. Ce risque est représenté par un événement négatif probable ou certain qui entraîne une réduction du potentiel économique de la population touchée. Le risque peut être de différents ordres : biophysique comme l'absence de production agricole en milieu rural ou socioéconomique comme la perte ou la forte réduction du pouvoir d'achat et la hausse des prix des produits alimentaires.

Avec une population d'environ 611.000 habitants soit 24% de la population totale du pays (Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2000) la ville de Nouakchott représente la plus grande agglomération urbaine de la Mauritanie.

Cette ville a connu durant la période de 1960 à 2000 une évolution démographique considérable à la suite des sécheresses et de la dégradation des conditions de vie dans les zones rurales qui ont engendré des flux migratoires massifs de populations. (voir graphique).



Cette évolution inattendue de la ville s'est traduite par le développement anarchique et rapide de quartiers périphériques dont les populations vivent souvent dans des conditions précaires.

## Quartiers périphériques de Nouakchott

### **Teyaret**

Créée suite aux lotissements qui se sont succédés depuis 1973, cette Moughataa, dont la population est estimée à 50.000 habitants (OSN-RGPH2000), regroupe aujourd'hui quelques zones d'insécurité alimentaire. Il s'agit essentiellement des quartiers de *M'Gueyzira, Dar El Barka, El Mechroue et El Ghouds*.

Ces zones sont composées, en grande partie, de familles pauvres. Les pères de famille, s'ils ne sont pas décédés, sont en situation d'inactivité totale (retraités, chômeurs, invalides...). Il en découle une situation sociale où la femme, souvent analphabète et sans emploi, prend en charge la famille.

### **El Mina**

L'une des Moughataa les plus peuplées de Nouakchott El Mina abrite le plus grand nombre de groupes vulnérables en raison de l'importance des kebbas (bidonville) et ce malgré les opérations de déplacement d'une partie de ces populations vulnérables vers d'autres départements.

Malgré une grande difficulté à déterminer un chiffre précis, les autorités estiment que 70 à 75% de la population se trouve dans une situation de vulnérabilité préoccupante. Il s'agit en premier lieu des quartiers pauvres et non lotis de *Mendez* et *Marbat* ainsi que du quartier de *Dar El Baidha*.

### **Riadh**

La Moughataa de Riadh a été créée en 1990 avec l'installation de populations transférées à partir des Kebbas de Nouakchott. Il apparaît dès lors évident qu'elle est composée d'une population pauvre, parfois même très pauvre. Les conditions d'habitat restent toujours très défavorables, bien que la Moughataa soit entièrement lotie.

En effet, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations et leur éloignement par rapport au centre de la ville ne font qu'aggraver les conditions de vie de ces ménages dont la majorité pratique des petits métiers dans les quartiers du centre ville.

### **Arafat**

La Moughataa d'Arafat compte une population d'environ 80.000 habitants dont environ les 2/3 se trouvent dans des quartiers non lotis, la liaison *Arafat- Riad (LAR)* et les secteurs 4, 5, 6, 7. Ces quartiers, où le taux de chômage est important, constituent les zones les plus vulnérables.

### **Dar Naim**

Cette Moughataa compte une population d'environ 60.000 habitants. Créée en 1990 à partir de populations de kebbas d'autres Moughataa, mais aussi avec ses propres populations, qui étaient installées là depuis 1980, Dar Naim est composée essentiellement de populations d'origine pauvre, car issues des couches les plus vulnérables de la ville.

La répartition de la population est faite de telle sorte que les plus démunis occupent les positions les plus excentrées. Il en découle de sérieux problèmes de transport, d'accès à l'eau, à la santé, de scolarité des enfants, etc. Les infrastructures de base demeurent insuffisantes et mal réparties dans les quartiers.

### **Sebkha**

Avec ses 100.000 habitants la Moughataa de Sebkha se place en premier lieu sur le plan démographique. Malgré l'absence de quartiers non lotis dans cette Moughataa, il existe toujours des foyers de vulnérabilité surtout au niveau des quartiers pauvres de *Kouva* et *Bassra* composés essentiellement de rapatriés du Sénégal et d'immigrés travaillant dans le secteur informel avec des revenus très bas.

### **Toujounine**

La Moughataa de Toujounine présente une population d'environ 70.000 habitants dont une grande partie s'est installée à la suite de l'exode rural massif causé par les grande sécheresse en milieu rural.

Cette Moughataa regroupe aujourd'hui plusieurs quartiers pauvres dont les populations souffrent du chômage et de la faiblesse des revenus. Il s'agit des quartiers de *Saada (Mellah)*, *Bil Wejhar*, *Kossovo*, *Bouhdida*, *Arabsat*.

### **Vulnérabilité alimentaire**

En milieu urbain, notamment à Nouakchott, la vulnérabilité alimentaire est principalement déterminée par le niveau de revenu généralement très faible pour satisfaire les besoins essentiels des populations. La vulnérabilité alimentaire est ainsi fortement liée au phénomène de pauvreté, qui concerne une grande partie de la population.

Selon l'étude sur le «profil de la pauvreté en Mauritanie – 2000» le taux de pauvreté à Nouakchott est de 25,1%. Ce constat est lié au statut de cette ville qui fait d'elle un pôle attractif pour les populations venant des centres urbains les plus démunis et aussi du milieu rural en quête d'emploi pour l'amélioration de leur niveau de vie. Une grande partie de cette population vit dans des quartiers pauvres, sous-équipés en infrastructures de services publics : absence de réseau électrique, pas d'approvisionnement régulier en eau, etc.

En effet, l'écart entre le rythme de croissance de la population et celui de l'emploi a accentué le chômage dont le taux est aujourd'hui de 38% au niveau de Nouakchott.

Une frange importante de la population surtout au niveau des quartiers périphériques est inactive. Les conditions de vie sont encore aggravées par les augmentations successives des prix des produits alimentaires de

première nécessité. A cela s'ajoute l'éloignement des lieux de ravitaillement et la précarité des infrastructures d'équipements.

Il s'agit essentiellement des couches sociales les plus vulnérables qui sont constituées de personnes sans qualification professionnelle et par conséquent sans revenus monétaires stables. Elles sont pour la plupart installées depuis de longue date à Nouakchott et les transferts successifs d'un bidonville à l'autre traduisent la fragilité de leur situation urbaine.

En outre, on peut citer les chefs de ménages vivant de petits métiers aux revenus aléatoires (journaliers, porteurs, charretiers, etc.) et les salariés du secteur informel dont les revenus très faibles ne permettent pas de faire face aux besoins de leur ménage.

Les enquêtes réalisées par les services techniques spécialisés sur la situation nutritionnelle dans les quartiers pauvres de Nouakchott mettent en évidence des prévalences de malnutrition grave chez les couches vulnérables (enfants en bas âges, femmes et personnes âgées). Ce constat est le résultat d'une situation de pauvreté élevée. En effet, la réduction quantitative et qualitative des rations alimentaires, qui est courante chez les ménages pauvres à cause de la hausse fréquente des prix des denrées alimentaires de bases met de plus en plus ces populations dans une situation de vulnérabilité alimentaire parfois critique.

Ces perturbations alimentaires provoquent souvent une dégradation de la situation sanitaire au niveau des quartiers vulnérables de Nouakchott où l'accroissement des maladies liées à la malnutrition tel que les diarrhées, les anémies et les maladies respiratoires devient davantage un phénomène chronique.

L'évolution de la vulnérabilité alimentaire à Nouakchott, devient de plus en plus alarmante comme témoigne l'« Analyse de pauvreté (Profil de Pauvreté 2000) » qui affiche un accroissement du taux de la pauvreté à Nouakchott entre 1996 et 2000 (de 21% en 1996 à 25,1% en 2000).

A cet effet, il semble évident qu'il est nécessaire de mener des actions qui doivent viser d'une part l'atténuation des effets négatifs de cette pauvreté sur la situation alimentaire des populations à risque notamment au niveau des quartiers cités plus haut et d'autre part un développement à la base pour assurer à ces populations d'accroître leur niveau de vie.

C'est à ce titre que l'Observatoire de la Commissariat à la Sécurité Alimentaire envisage dans le cadre du suivi de la vulnérabilité alimentaire en Mauritanie d'asseoir des outils méthodologies d'analyse et d'évaluation du risque alimentaire en milieu urbain afin d'orienter les Pouvoirs Publics et leurs partenaires dans le ciblage des populations vulnérables.

# LA MALNUTRITION EN MAURITANIE :

## Diagnostic et Remèdes

Par Lemrabott Sidi Mahmoud O. El Houssein, Consultant

Apaiser les souffrances nutritionnelles, comme les carences alimentaires, les maladies chroniques liées aux régimes alimentaires d'une large frange de la population mauritanienne, reste aujourd'hui l'un des défis à soulever par le pays. Cet état de fait, lourd de conséquences tant humaines que potentielles, se traduit par un coût social et économique exorbitant ; il nécessite des efforts considérables dans l'immédiat et de longue haleine, de la part de tous les acteurs de la vie économique du pays.

### I - LA MALNUTRITION EN MAURITANIE : LA PROBLEMATIQUE

Un regard sur les disponibilités alimentaires et leurs utilisations pour la satisfaction des besoins fondamentaux de la population en Mauritanie, permet de dégager de graves problèmes nutritionnels, appelés communément malnutrition, qui se définissent comme étant une insuffisance en apport énergétique ou une carence en oligo-éléments dans les régimes alimentaires.

L'insuffisance ou le déséquilibre dans l'alimentation de nutriments essentiels engendre des manifestations malnutritionnelles (maladies de carence). En outre, la malnutrition ne touche pas uniquement les couches pauvres, mais aussi une partie des couches aisées ; elle se voit et se développe particulièrement chez certains groupes à risque comme les femmes et les enfants. En plus, ses causes sont multiples, mais peuvent être regroupées en deux catégories : les causes directes et les causes contextuelles.

#### I.1. Les Manifestations de la malnutrition

La malnutrition, comme on l'a définie précédemment, se manifeste essentiellement dans la malnutrition protéino-énergétique, les carences en micro-nutriments et les maladies chroniques non transmissibles.

- **La malnutrition protéino-énergétique :**

Elle ne frappe particulièrement que les femmes et les enfants. En Mauritanie, elle représente la cause principale du faible poids à la naissance (24,4%, avec des pics de 60% dans certaines maternités des bidons villes<sup>1</sup>), du retard de croissance (35% d'enfants de moins de 5 ans en souffrent de façon modérée, et 17% de façon sévère<sup>2</sup>) et de l'anémie (23,7% des femmes en souffrent<sup>3</sup>) ; ceci accroît sans doute, le taux de mortalité infanto-juvénile et celui des mamans.

- **La carence en micro-nutriments**

Les carences en micro-nutriments peuvent être nocives, dès la conception, du fait de leur influence sur la

croissance et les autres processus physiologiques. Trop souvent, ce manque de vitamines et de minéraux crée un cercle vicieux, qui nécessitera plus d'une génération pour le briser. Par exemple, en Mauritanie, la carence en vitamine A atteignait un taux de prévalence en milieu scolaire de 1% à Nouakchott (en 1989); pour la carence en iode, son taux de prévalence était de 30,9% en 1995<sup>4</sup>.

- **Les maladies chroniques non transmissibles**

Elles sont liées aux régimes alimentaires riches en énergie et en matière grasses animales, mais pauvres en fibres ; elles sont responsables d'un nombre croissant de décès prématurés dans les pays en développement.

- **Les personnes à risque**

Il s'agit de ceux qui vivent dans un état d'extrême pauvreté (31,4% de la population du pays<sup>5</sup>) ou qui sont défavorisés sur le plan social ou culturel: les pauvres ruraux et urbains, les femmes, les enfants, les personnes âgées etc.

#### I.2. Les causes de la malnutrition

On peut les regrouper en deux groupes, les causes directes et les causes contextuelles<sup>6</sup> :

- **Les causes directes**

Ce sont celles qui influencent directement ou ayant des conséquences directes par la nutrition :

- Apport alimentaire insuffisant : l'alimentation du mauritanien est traditionnellement peu variée et son apport quotidien en calories est insuffisant. Cet apport calculé en 1986 est de 2.320 calories<sup>7</sup> (la norme est 2.500 calories par personne et par jour). Cela s'explique par la baisse de la consommation de certains produits locaux, les réticences vis à vis d'autres et les difficultés d'approvisionnement et de conservation :
- Faible pouvoir d'achat : la pauvreté des ménages mauritaniens (38,7% des ménages mauritaniens) est certainement une des explications essentielles de la forte prévalence de la malnutrition.
- Comportement alimentaire : l'alimentation en Mauritanie est caractérisée par une certaine uniformité. Le repas est généralement composé de céréales (principale composante), d'une source de protéines (viande ou poisson) et de faibles quantités de légumes.
- Pathologies aggravant la situation nutritionnelle : les pathologies les plus fréquentes sont d'origine parasitaire et infectieuse. Elles surviennent sur des terrains de mauvais état nutritionnel, sinon déclenchées par celui-ci. Ainsi, selon l'UNICEF<sup>7</sup>, la morbidité des jeunes enfants reste dominée par huit affections, principalement transmissibles, qui représentent plus de 75% des motifs de consultation pour les enfants âgés de 0 à 5 ans, dont principalement les diarrhées (18,5% des

cas), le paludisme (14,5% des cas) et les infections respiratoires aiguës (12,1% des cas).

- **Les Causes contextuelles**

Elles sont liées au contexte et concernent essentiellement l'immensité du territoire et la désertification. Cette dernière réduit jour et nuit les terres arables, alors qu'en même temps la population du pays s'accroît selon un taux annuel de 2,9% environ ; les populations sont poussées à l'exode rural (en 1965 le taux des ruraux nomades représentait 73% de la population totale alors qu'en 1998, il se situe au tour de 5% seulement).

Pour les contraintes liées à l'étendue du territoire, on peut citer les problèmes liés au transport, à la commercialisation et à la conservation.

## **II - LA NUTRITION EN MAURITANIE :** **LE DIAGNOSTIC**

L'Évaluation de l'état nutritionnel des groupes vulnérables en Mauritanie s'avère difficile faute de données fiables : sauf dans certains cas particuliers, mais représentatifs, il s'agit des enfants de moins de 5 ans et des femmes.

### **II.1. L'état nutritionnel des enfants**

Selon l'Enquête Démographique et de Santé en Mauritanie effectuée en 2000-2001 (EDSM-2000-01) et basée sur les recommandations de l'OMS, l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans est très préoccupant. Pour ce faire, trois indices anthropométriques et certaines caractéristiques socio-démographiques ont été examinés : le retard de croissance, l'émaciation et l'insuffisance pondérale.

- **Retard de croissance**

Cet indice de malnutrition qui se manifeste par une taille trop petite par rapport à l'âge traduit un retard de croissance. Cette situation est généralement la conséquence d'une alimentation inadéquate et/ou de maladies survenues pendant une période relativement longue ou qui se sont manifestées à plusieurs reprises.

D'après EDSM-(2000-01), en Mauritanie, plus du tiers des enfants de moins de 5 ans (35%) souffrent de façon chronique de cette forme de malnutrition et 17% en souffrent de façon sévère. Ces proportions sont environ 15 fois plus élevées que la normale. Ces résultats mettent donc en évidence une situation nutritionnelle inquiétante des enfants mauritaniens. Cependant, l'état nutritionnel des enfants semble s'être amélioré. Jusqu'en 1990, on estimait la proportion d'enfants présentant leur retard de croissance à 57%.

- **Emaciation**

L'émaciation qui se définit par l'indice poids-pour-taille donne une mesure de la masse du corps en relation avec la taille. Ce type de malnutrition est la conséquence

d'une alimentation insuffisante et/ou d'une perte de poids suite à une maladie.

D'après EDSM-(2000-01) en Mauritanie, près de 13% des enfants souffrent d'une émaciation aiguë, tandis que seulement 3% en souffrent d'une façon sévère. Ces niveaux sont beaucoup plus élevés que ceux que l'on s'attend à trouver dans une population en bonne santé et bien nourrie. Il est à rappeler qu'en 1990-91, la prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans était estimée à 16%.

- **Insuffisance pondérale**

L'insuffisance pondérale dont l'indice est le poids-pour-âge, reflète les deux précédentes formes de malnutrition, le retard de croissance et l'émaciation.

Selon l'Enquête citée précédemment, 32% des enfants mauritaniens de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale chronique, tandis que 10% d'entre eux en souffrent de la forme sévère. Ces résultats relèvent donc une situation préoccupante dans le pays.

### **II.2. Etat nutritionnel des femmes**

L'état nutritionnel des femmes en âge de procréer est un indicateur important de l'état général de santé des femmes, mais il est aussi un déterminant de l'issue des grossesses, que ce soit du point de vue de la mère (c'est un déterminant de la maternité maternelle) ou de celui de l'enfant. L'état nutritionnel d'une femme est conditionné à la fois par l'alimentation qu'elle a reçue, son état de santé, le nombre de naissances qu'elle a eues et l'intervalle entre ces naissances. Il existe donc une relation étroite entre les niveaux de fécondité, de mortalité et l'état nutritionnel des femmes.

Dans le cadre de l'EDSM-(2000-01), figure un certain nombre d'indicateurs anthropométriques de l'état nutritionnel des femmes de 15 - 49 ans : taille, poids et indice de masse corporelle (IMC) calculé à partir du poids et de la taille.

Selon l'EDSM-(2000-01), la taille moyenne des femmes âgées de 15-49 ans est de 160,2 cm, et est nettement au-dessus du seuil critique qui se situe entre 140-150 cm. En plus, le poids moyen des mauritaniennes, qui constitue l'un des facteurs de risque importants pour l'évolution et l'issue de la grossesse, est de 62,4 kilos avec un écart type de 14,7. Le niveau élevé de ce dernier, s'explique par un dualisme entre une proportion importante de femmes à très faible poids et une proportion également importante de femmes à poids très élevé.

En Mauritanie la valeur moyenne de l'IMC (cet indice permet de mettre en évidence le manque ou l'excès de poids en contrôlant la taille) chez les femmes de 15-49 ans est de 24,3. Par ailleurs, plus du tiers des femmes (38%) a un indice élevé, supérieur à 25 ; elles font partie, par conséquent, de la catégorie des femmes ayant un excès de poids : près de la moitié de ces femmes (16%) ont un IMC de 30 ou plus et sont considérées comme obèses.

### **III - LA MALNUTRITION EN MAURITANIE :** **LE REMEDE**

L'amélioration du bien être nutritionnel passe nécessairement par le développement économique et social général, dans lequel la nutrition revêt une grande priorité. C'est ainsi que la malnutrition n'est plus considérée exclusivement comme un problème relevant de l'agriculture et de la santé, mais comme une question touchant tous les secteurs de la société. Pour ce faire, un consensus global sur la question entre tous les acteurs de la vie socio-économique doit être trouvé, en plus de la détermination et des ressources nécessaires.

Ce combat si difficile nécessite des actions prioritaires pour atténuer les effets de la malnutrition, comme celles entreprises actuellement par les services publics et les partenaires au développement dans la lutte contre la malnutrition; d'autres actions plus stratégiques pour réduire la malnutrition au maximum existent comme les recommandations et les stratégies à long terme pour une meilleure intervention.

#### **III. 1 . Les politiques et programmes en cours d'application**

Avec un taux global de 44% (dont 8% de forme grave), la malnutrition en Mauritanie s'impose aujourd'hui comme un véritable problème de santé publique et une préoccupation majeure des pouvoirs publics et des institutions internationales. Face à cette situation, une approche intégrée, concertée et multisectorielle a permis de mettre sur pied une panoplie de politiques et de programmes à court terme, pour combattre les aspects de la malnutrition.

##### **• Parvenir à l'autosuffisance alimentaire**

Afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, les pouvoirs publics ont mis en œuvre un ensemble de politiques et programmes, parmi lesquels : un Programme d'Investissement Prioritaire pour le secteur agricole (PIP du secteur rural 2002-2004); des programmes (PDIAM global) de réhabilitation/extension des périmètres irrigués, d'appui à la diversification de la production agricole et des marchés intérieurs et extérieurs et d'appui aux groupements de production/transformation de produits agricoles (PACAD); des programmes du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (plusieurs micro-projets ont été réalisés et d'autres sont en préparation dans ce domaine).

Tous ces efforts ont permis d'accroître la production agricole de 6% pour la période 1986-1990, de 58% de 1992/93 (72.000 tonnes de céréales) à 1993/94 (114.000 tonnes) et de 52% de 1993/94 à 1994/95 (173.000 tonnes).

Dans le domaine de développement du maraîchage, plusieurs programmes sont à pied d'œuvre dans toutes

les régions du pays (PSA, PGRNP, projet Oasis, GIRNEM, etc.), en plus de la fourniture de semences et de matériels horticoles. Malgré ces progrès, la production céréalière ne couvre encore que 30 à 40% des besoins du pays<sup>11</sup> et celle des légumes ne couvre ceux-ci que pendant 4 à 5 mois de l'année. En outre, ces productions restent tributaires des précipitations survenant en saison d'hivernage.

##### **• Réduire les carences en micro-nutriments**

Plusieurs actions ont vu le jour dans le but de réduire les carences.

- *Pour celle de l'Iode* : actuellement deux unités de production du sel iodé (Projet IDD) permettent la production de 17.000 Tonnes par an, ce qui couvre largement les besoins du pays dans ce domaine.
- *Pour celle de la vitamine A* : la distribution de la vitamine A, a été couplée aux journées nationales de vaccination depuis 1996. Elle est aussi disponible dans le système de recouvrement des coûts et des doses sont distribuées aux enfants et aux femmes après l'accouchement.
- *Pour celle du Fer* : des doses sont distribuées au niveau des structures de santé aux femmes enceintes et allaitantes à titre préventif (dans le cadre du système de recouvrement des coûts).

##### **• Lutter contre la malnutrition protéino-énerg.**

Plusieurs programmes se conjuguent pour combattre la malnutrition protéino-énergétique, parmi lesquels :

- ✓ Le programme par l'allaitement maternel sur financement UNICEF qui opère depuis 1995 ;
- ✓ Le projet AFTOUT, pour le soutien des groupes vulnérables (enfants de 0 à 5 ans, femmes enceintes et allaitantes), qui a démarré depuis 1998 et qui englobe plusieurs Wilayas (Tagant, Assaba, Gorgol, Brakna et Hods El Gharbi).
- ✓ Le projet NUTRICOM qui expérimente deux prototypes de développement visant d'une part l'amélioration du statut nutritionnel des enfants de 0 à 3 ans, les femmes allaitantes (0 à 6 mois) ainsi que les conditions de vie des femmes et de leurs familles ; d'autre part de sélectionner le plus performant et au moindre coût au bout de 3 ans en vue d'une généralisation ultérieure à l'ensemble du pays.
- ✓ Le projet cantine scolaire (créé depuis 1964), fournit le repas du midi à tous les enfants inscrits dans les cantines. Ceux-ci reçoivent un complément nutritionnel nécessaire à leur développement, car ils proviennent généralement de ménages pauvres ou très pauvres.
- ✓ La création en collaboration avec l'UNICEF d'une unité de gestion de l'aliment de sevrage (UPAS).

##### **• Généraliser la Couverture sanitaire**

La mise en place de soins de santé primaires et l'initiative de Bamako ont permis d'augmenter le nombre de bénéficiaires des services de santé. Ainsi, le taux de couverture sanitaire, qui était de 60% en 1994<sup>12</sup>, est passé à 80% en l'an 2000<sup>13</sup>.

- **Promouvoir l'éducation et la formation sanitaire et nutritionnelle**

Dans ce cadre on note :

- ✓ La re-dynamisation du centre de récupération et d'éducation nutritionnelle (CRENS)
- ✓ La formation de plusieurs éléments du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales dans le domaine de la nutrition ;
- ✓ La réalisation de plusieurs ateliers de formation au niveau des départements et localités ciblées ;
- ✓ L'organisation de plusieurs formations techniques de séchage/salage de poisson, de conservation de légumes, au profit de coopératives féminines ;
- ✓ L'organisation de plusieurs campagnes publiques d'information (TV, Radio, articles, journées de réflexion,...)

- **Accéder à l'eau potable**

Conformément aux principaux objectifs stratégiques adoptés par le Gouvernement en 1990, (Schéma décennal 1992-2001), plusieurs réalisations ont vu le jour dans le domaine de l'hydraulique rurale (1.006 ouvrages réalisés).

## RECOMMANDATIONS

Etant donné le prolongement des programmes en cours de réalisation et l'état actuel des groupes vulnérables, il ressort de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle les recommandations suivantes :

### **1. Dans le court terme**

Compte tenu de la situation nutritionnelle actuelle, des objectifs et stratégies<sup>14</sup> s'imposent, parmi lesquels :

- la réactualisation du Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN) – 1995, à la lumière des nouvelles stratégies en matière de nutrition, de nouvelles orientations macro-économiques (Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté – CSLCP) et des politiques sectorielles ;
- l'accélération de la mise en place effective du cadre de coordination et de suivi/évaluation qui doit comprendre : une Commission Nationale pour la Nutrition (CNN), une Commission Technique de Coordination (CTC) et des Comités Régionaux de Coordination (CRC) ;
- l'adoption d'une approche participative dans le processus d'actualisation du PNAN en impliquant davantage les structures de l'Etat comme l'Université et les centres nationaux de recherches (CNROP, CNH, IMRS), les ONGs et les mouvements associatifs de développement ;
- l'élaboration d'une base de données relatives aux domaines de la nutrition.

### **2. Dans le long terme**

Vu l'état d'exécution des projets et programmes en cours, des actions s'avèrent nécessaires afin d'atteindre les objectifs stratégiques suivants<sup>15</sup> :

- Parvenir à une situation alimentaire satisfaisante dans le pays ;
- Améliorer de façon sensible l'état nutritionnel des populations en général et des groupes vulnérables en particulier ;
- Préserver l'état nutritionnel des populations.

Ces actions comportent :

- Le développement des capacités nationales d'évaluation et de surveillance de la situation alimentaire (l'extension de l'observation de la sécurité alimentaire) et nutritionnelle ;
- L'introduction des dimensions alimentaire et nutritionnelle dans les projets de développement
- L'amélioration de la quantité et de la qualité des produits alimentaires
- La poursuite de la lutte contre les carences en micronutriments ;
- L'amélioration de la couverture sanitaire actuelle pour atteindre l'objectif 100% ;
- L'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

*Il ressort de ce qui précède, que le problème de la malnutrition dépasse aujourd'hui largement le cadre de la santé et de la sécurité alimentaire, pour se généraliser. De ce fait, son combat doit être le cheval de bataille de toute stratégie de développement, une priorité pour les pouvoirs publics et les autres partenaires au développement.*

- 
- 1) DRH. (Ministère du plan): Plan National d'Action pour la Nutrition, mars 1995.
  - 2) Office national de la statistique : Enquête Démographique et de Santé – Mauritanie 2000-01, Décembre 2001.
  - 3) DRH. (Ministère du plan): Plan National d'Action pour la Nutrition, mars 1995.
  - 4) OMS: un voile levé sur la carence en iode en RIM par Dr Ntembwé-Kibambé, consultant, septembre 1995.
  - 5) CDHLCPI: Rapport sur la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté, Janvier 2002.
  - 6) DRH. (Ministère du plan): Plan National d'Action pour la Nutrition, mars 1995.
  - 7) UNICEF et DRH (Ministère du Plan): analyse de la situation des enfants et de la femme en Mauritanie, Nouakchott 1992.
  - 8) DRH. (Ministère du plan): Plan National d'Action pour la Nutrition, mars 1995.
  - 9) Ministère des Affaires Economiques et du Développement et l'OMS: Rapport de synthèse «Atelier de lancement du processus d'actualisation du Plan National d'Action pour la nutrition».
  - 10) Ibid.
  - 11) Ibid.
  - 12) Ministère des Affaires Economiques et du Développement et l'OMS: Rapport de synthèse «Atelier de lancement du processus d'actualisation du Plan National d'Action pour la nutrition».
  - 13) Ibid.
- DRH. (Ministère du plan): Plan National d'Action pour la Nutrition, mars 1995.

# PRODUCTION AGRICOLE 2001/2002 :

## Les résultats définitifs

A travers son enquête sur les ménages et exploitants agricoles (EMEA), la DPSE (Direction des Politiques, Suivi et Evaluation du MDRE) fait chaque année sortir des prévisions de récolte en novembre et des estimations définitives de la production agricole en mai.

Cette enquête porte sur cinq typologies de cultures dans les neuf wilayas agropastorales du pays.

L'estimation définitive, que la DPSE vient de publier, chiffre la production agricole brute de 2001/2002 à 122.177 tonnes, soit une production nette de 88.669 tonnes (voir le tableau de la production).

Comparée à celle de la campagne 2000/2001 qui était de 178.511 tonnes, la production a enregistré cette année, une baisse globale de 32 %.

Elle a ainsi atteint son niveau le plus bas depuis cinq ans. La quantité des céréales produites ainsi estimée ne permet de couvrir que 16 % des besoins en céréales du pays et 18 % des besoins de la consommation Humaine.

### Production agricole par typologie et par spéculation 2001/2002

| Production Céréalière par type de culture | Sorgho        | Mil          | Maïs         | Riz           | Blé et Orge  | Total          |
|---|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|----------------|
| Diéri                                     | 38 601        | 4 587        | 82           |               |              | 43 270         |
| Bus fonds                                 | 7 178         |              | 1 077        |               | 3 195        | 11 450         |
| Walo                                      | 896           |              | 403          |               |              | 1 299          |
| Décrue Contrôlée                          | 5 820         |              | 803          |               |              | 6 623          |
| Irrigué Hivernage                         | 618           |              | 108          | 53 209        |              | 53 935         |
| Prévision C.S.F                           |               |              |              | 5 600         |              | 5 600          |
| Prévision C.S.C                           |               |              |              | 5 600         |              | 5 600          |
| <b>Total</b>                              | <b>53 113</b> | <b>4 587</b> | <b>2 473</b> | <b>58 809</b> | <b>3 195</b> | <b>122 177</b> |
| Production nette                          | 45 146        | 3 899        | 2 102        | 35 285        | 2 237        | 88 669         |

Sources DPSE/MDRE.

La baisse de la production céréalière est due à la conjonction de plusieurs facteurs dont :

- Baisse des superficies mises en valeur : Ces superficies sont estimées à 193.477 ha, contre 207.212 ha l'année dernière soit un recul de 7 %.

### Superficies mises en culture par typologie et par spéculation en 2001/2002.

| Typologie         | Sorgho  | Mil    | Maïs  | Riz    | Blé et Orge | Total   |
|-------------------|---------|--------|-------|--------|-------------|---------|
| Djeri             | 129 574 | 14 437 | 294   |        |             | 144 305 |
| Bas-fonds         | 18 217  |        | 2 722 |        | 1 065       | 22 004  |
| Walo              | 2 987   |        | 656   |        |             | 3 643   |
| Décrue contrôlée  | 8 600   |        | 1 339 |        |             | 9 939   |
| Irrigué Hivernage | 515     |        | 79    | 11 392 |             | 11 986  |
| Provision C.S.F   |         |        |       | 1 600  |             | 1 600   |
| Provision C.S.C   | 159 893 | 14 437 | 5 090 | 12 992 | 1 065       | 193 477 |

Source DPSE/MDRE

- Déficit pluviométrique : A la fin du mois d'août le cumul pluviométrique, enregistré par la quasi-totalité des stations, a été inférieur à celui de la même période de l'année précédente. Cette situation s'est poursuivie jusqu'à la fin du mois de septembre. Ce n'est qu'au cours des mois d'octobre et novembre qu'une reprise des précipitations a été constatée mais malheureusement les cultures étaient déjà endommagées par des stress hydriques irréversibles.
- Faible niveau de remplissage des barrages : Dans les zones les plus favorables, les niveaux de remplissage des barrages ont varié entre 30 % et 50 %.
- Vétusté des infrastructures de l'irrigué : La partie des infrastructures de l'irrigué rendue inopérante par les inondations de 1999, n'est jusqu'à présent pas réparée.
- Les intempéries de janvier 2002 : Les pluies hors saison de janvier dernier ont détruit des quantités importantes de riz déjà récoltées et inondé une bonne partie des cultures du Walo.
- Faible crue du fleuve : Au 4 octobre 2001, le niveau du fleuve à Kaédi était à 9,4 m contre une normale de 13 mètres.
- Actions des ennemis des cultures : Persistance de la Sésamie et une forte action des sautériaux et des oiseaux granivores.

# ACTIONS HUMANITAIRES DU CSA AU PREMIER SEMESTRE 2002

Le début de l'année 2002 a été marqué, d'abord, par une intervention spéciale portant sur 1 267,9 tonnes de blé, 20,4 tonnes d'huile et 5 500 couvertures, en faveur des populations sinistrées lors des intempéries des 9, 10 et 11 janvier 2002 dans les wilaya du Brakna, du Trarza et du Gorgol. Ensuite une opération complémentaire des actions d'aide d'urgence menées en fin 2001, au Guidimakha et au Hodh El Gharbi, a été exécutée pour une quantité de 62 tonnes de blé.

**Tableau des interventions en faveur des populations sinistrées lors des intempéries des 9, 10 et 11 janvier 2002**

| <u>Moughataa</u>     | <b>Blé (Tonnes)</b> | <b>Huile (Tonnes)</b> | <b>Couvertures (Unités)</b> |
|----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Sous total Gorgol    | 417,9               | 3,4                   | 1 000                       |
| Sous total Brakna    | 450                 | 9                     | 1 000                       |
| Sous total Trarza    | 400                 | 8                     | 3 500                       |
| <b>Total Général</b> | <b>1 267,9</b>      | <b>20,4</b>           | <b>5 500</b>                |

En outre au cours des mois écoulés de l'année 2002, des distributions gratuites ont été menées en faveur des populations vulnérables de certaines wilaya du pays (voir tableau ci-dessous).

| <b>Wilaya</b>  | <b>Distributions Gratuites de Céréales (Tonnes)</b> |
|----------------|---|
| Hodh Echargui  | 1 045   |
| Hodh El Gharbi | 512   |
| Assaba         | 300   |
| Brakna         | 85  |
| Adrar          | 1 004   |
| Guidimakha     | 500   |
| Tiris Zemmour  | 670   |
| Inchiri        | 100   |
| Nouadhibou     | 165   |
| <b>Total</b>   | <b>4 381</b>  |

En outre les quantités additionnelles suivantes sont en cours d'acheminement : Hodh Echargui : 1000 tonnes, Brakna : 800 tonnes et Assaba : 800 tonnes.



Enfin, un programme d'intervention d'urgence en faveur des populations vulnérables du Guidimakha est en cours de lancement. Ce programme, financé par la Coopération Française, portera sur une distribution de 600 tonnes de blé dont l'exécution sera confiée à la Croix Rouge Française.

## **Autres programmes de l'Action Humanitaire**

Suite à des années répétées de sécheresse, la malnutrition infantile est devenu chronique dans les wilaya du Nord (Inchiri, Adrar et Tiris Zemmour). C'est pour cette raison, que le CSA a mis en place, dans ces trois régions, avec l'appui de la Coopération Italienne, 40 centres d'alimentation communautaire (CAC), 5 centres de réadaptation d'éducation nutritionnelle (CREN) et 3 cantines scolaires. L'objectif principal de ce programme

est d'assurer une nutrition correcte des enfants de ces wilaya, par une alimentation régulière et équilibrée pendant les six mois que dure le programme. Ce programme sera exécuté par la Croix Rouge Italienne.

**Tableau du plan de répartition des différents programmes**

| <b>Wilaya</b> | <b>CAC</b> | <b>CREN</b> | <b>Cantines scolaires</b> | <b>Nombre d'enfants</b> |
|---------------|------------|-------------|---------------------------|-------------------------|
| Adrar         | 36         | 1           | 2                         | 1 875                   |
| Inchiri       | 1          | 1           |                           | 75                      |
| Tiris Zemmour | 3          | 3           | 1                         | 250                     |
| <b>TOTAL</b>  |            |             |                           | <b>2 200</b>            |

# ACTIVITES DE LA DIRECTION DES PROGRAMMES DU CSA

## 1.PROGRAMMES EN COURS

### Micro-projets du Programme d'Appui Communautaire à la Sécurité Alimentaire pour l'année 2001

Dans le cadre de ce programme, il avait été retenu pour l'année 2001, un plan d'action prévisionnel de 86 micro-projets dont les APS élaborés par la D.P ont été transmises pour réalisation, à l'Agence d'Exécution des Micro-projets (AEMP). Ce programme a été scindé en 2 phases, une de 15 micro-projets exécutés en 2001 et l'autre de 71 micro-projets dont l'exécution a été différée en 2002. L'AEMP a réalisé 16 micro-projets sur la première phase pour un coût de 101.783.285 UM. Actuellement l'AEMP, en concertation avec le CSA et l'assistance technique du PACSA, étudie la faisabilité technique et financière des 70 micro-projets restants dont

le coût des APD est évalué à 847.022.253 UM (y compris honoraires agence) alors que les ressources disponibles sont de 2.547.630 € soit 635.022.253 UM au taux de change du 29 Avril 2002.

### Micro-réalisations " Vivres Contre Travail "

#### Programme VCT 2001-2002

176 micro-réalisations sont en cours d'exécution, ces micro-réalisations nécessitent la mobilisation par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) de 1690,650 tonnes de céréales, 136,305 tonnes de légumineuses et 68,390 tonnes d'huile végétale, pour un coût total estimé à 92.483.350 UM, plus 118.663.137 UM pris en charge par le CSA pour l'acquisition des intrants non alimentaires. Le programme 2001-2002 est déjà libéré à un taux de 30% et a atteint un taux de 70% de réalisation.

#### Répartition des micro-réalisations VCT 2001/2002 par type et par wilaya

| Types          | H.Chargui | H.Gharbi | Assaba | Gorgol | Brakna | Trarza | Tagant | Guidimak. | Total |
|----------------|-----------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|-------|
| Barrages       | 2         | 2        | 4      |        | 2      |        | 2      |           | 12    |
| Digues         | 15        | 9        | 5      | 6      | 8      |        | 15     | 2         | 60    |
| Pér. Mar.      | 7         | 5        | 9      | 8      | 10     | 10     | 11     | 10        | 70    |
| Pér. Riz.      |           |          |        | 2      |        | 6      |        |           | 8     |
| Puits          | 3         | 1        | 1      | 1      | 1      | 3      | 1      | 2         | 13    |
| Constructions  |           |          | 1      | 1      | 1      | 2      |        | 2         | 7     |
| Seuils         |           |          |        |        |        |        |        | 3         | 3     |
| Pistes rurales |           | 1        | 1      |        |        |        | 1      |           | 3     |
| Total          | 27        | 18       | 21     | 18     | 22     | 21     | 30     | 19        | 176   |

#### Programme VCT 2002-2003

Pour l'année 2002 les 8 services régionaux concernés par cette activité ont approuvé sur la base des quotas en vivres qui leurs ont été alloués (1690T150 ), un programme de 231 micro-réalisations vivres contre travail.

Les dossiers techniques de ces micro-projets sont en cours de contre études au niveau de la Direction des Programmes.

L'approbation définitive de ce programme est prévue vers la fin du mois de juin 2002.

#### Répartition par type et par wilaya du programme prévisionnel des micro-réalisations VCT 2002/2003

| Types          | H.Chargui | H.Gharbi | Assaba | Gorgol | Brakna | Trarza | Tagant | Guidimak. | Total |
|----------------|-----------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|-------|
| Barrages       | 19        | 03       | 08     | 01     | 02     |        | 01     |           | 15    |
| Digues         |           | 07       | 05     | 05     | 08     |        | 19     | 03        | 66    |
| P. M.          | 16        | 11       | 16     | 12     | 09     | 17     | 21     | 11        | 113   |
| P. Rizicoles   |           |          |        | 03     | 01     | 06     |        |           | 10    |
| Puits          | 04        | 04       |        | 01     | 01     | 02     | 01     | 02        | 15    |
| Constructions  |           |          |        | 01     | 02     | 02     |        | 01        | 06    |
| Seuils         |           |          |        |        |        |        |        | 03        | 03    |
| Pistes rurales |           | 01       | 01     |        |        | 01     |        |           | 03    |
| Total          | 39        | 26       | 30     | 23     | 23     | 28     | 42     | 20        | 231   |

## Programme spécial sur fonds propres du CSA

### Programme spécial 2001

Un programme spécial de 86 micro-réalisations sur fonds propres du CSA pour un coût estimé à 50 millions d'UM est en cours d'exécution.

#### Répartition des micro-réalisations sur fonds propres du CSA par type et par wilaya

| Types            | H.Chargui | H. El Gharbi | Gorgol   | Brakna   | Adrar     | Inchiri  | Tiris Zemmour | Tagant   | Total     |
|------------------|-----------|--------------|----------|----------|-----------|----------|---------------|----------|-----------|
| Barrages         |           | 1            |          |          | 5         |          |               | 3        | 9         |
| Digues           |           |              |          | 1        | 24        |          |               | 1        | 26        |
| Périm. Maraîch.  | 1         |              |          | 1        | 18        | 1        |               |          | 21        |
| Périm. Rizicoles |           |              | 1        |          |           |          |               |          | 1         |
| Puits            |           |              |          |          | 6         |          | 3             | 2        | 11        |
| Adductions       |           |              |          |          | 1         |          |               |          | 1         |
| Radiers          |           |              |          |          | 1         |          |               |          | 1         |
| Pistes           |           |              |          |          | 10        |          |               |          | 10        |
| Reboisements     |           |              |          |          | 6         |          |               |          | 6         |
| <b>Total</b>     | <b>1</b>  | <b>1</b>     | <b>1</b> | <b>2</b> | <b>71</b> | <b>1</b> | <b>3</b>      | <b>6</b> | <b>86</b> |

### Programme spécial 2002

Dans le cadre du programme spécial financé sur fonds propre du CSA, 26 Micro-réalisations ont été approuvées sur les 50 prévues.

#### Répartition des 26 micro-réalisations sur fonds propres du CSA, approuvées en 2002 par type et par wilaya

| Types               | H.Char   | H.Gha    | Assaba   | Gorgol   | Brakna   | Trarza   | Adrar    | Tagant   | Guidimakha | Total     |
|---------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------|-----------|
| Barrages            | 1        | 2        | 1        |          | 1        |          | 1        | 3        |            | 9         |
| Digues              |          |          |          |          |          |          |          |          |            |           |
| Périmètre Maraîcher | 1        |          | 2        | 1        |          | 1        | 3        | 4        | 1          | 13        |
| Puits               |          | 3        |          |          |          |          |          | 1        |            | 4         |
| <b>Total</b>        | <b>2</b> | <b>5</b> | <b>3</b> | <b>1</b> | <b>1</b> | <b>1</b> | <b>4</b> | <b>8</b> | <b>1</b>   | <b>26</b> |

## Programme de la Coopération Française

Ce programme, financé par la Coopération française, a effectué en juin 2001 une étude de définition d'aménagements hydro-agricoles dans l'Adrar, l'Assaba et le Brakna. Il est actuellement en phase de relance au niveau de la DEAR au MDRE pour lancer les missions d'APS en étroite concertation entre la DEAR, le CSA et la Coopération Française.

### Perspectives 2002/2003

· Programme de micro-projets de Sécurité Alimentaire financé par l'Union Européenne (PACSA) : Une enveloppe de 5,4 millions d'euros au titre de la 3<sup>ème</sup>

tranche du PACSA est destinée aux projets qui seront identifiés et approuvés aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2002, puis exécutés par le biais de l'Agence d'Exécution des Micro-Projets.

· Programmes spéciaux : un programme spécial concernant les régions du Tagant, de l'Adrar et du Tiris Zemmour d'un montant de 1,4 millions de dollars devrait être financé par le CSA, la Croix Rouge Italienne et le PNUD.

# UN NOUVEAU DISPOSITIF NATIONAL POUR ORGANISER LES SECOURS D'URGENCE

A la lumière des récentes crises qui ont frappé la Mauritanie, en particulier les inondations des fleuves Sénégal et Gorgol en septembre et octobre 1999 et, plus récemment, en janvier 2002 les désordres climatiques (froid inhabituel, intempéries) du Trarza, Brakna et Gorgol, il est apparu opportun au Gouvernement de mieux organiser les secours d'urgence qui étaient jusqu'alors essentiellement régis par les dispositions de la loi n° 71-059 du 25 février 1971 portant organisation de la protection civile.

Le secours d'urgence se définit comme « l'ensemble des actions engagées pour la prise en charge, la supervision et la coordination des interventions appropriées, en cas de crise alimentaire d'urgence, de désastre naturel ou de catastrophe exceptionnelle ».

Les bailleurs (en particulier le PAM, les USA, les états de l'Union Européenne) et les ONGs ne pouvaient que souscrire à cette volonté de bonne gouvernance. Depuis un certain temps, les bailleurs avaient ouvert des financements destinés à étudier et proposer les aménagements législatifs les plus adéquats. Les ONGs, de leur côté, réclamaient plus de moyens et une meilleure coordination avec les autorités.

Le 31 mars 2002, le Premier Ministre définissait (décret n°2002-17 relatif à l'organisation des secours d'urgence) les modalités d'organisation des secours d'urgence.

Le décret s'applique aux sinistres et crises à répercussion alimentaire, notamment les sécheresses, les inondations et les feux de brousse, ainsi qu'aux risques urbains et péri-urbains, notamment les incendies et accidents.

Il est institué un Comité Interministériel pour les Situations d'Urgence (CISU), présidé par le Premier Ministre, qui analyse les informations en provenance du CSA et du MIPT et décide des moyens à mobiliser et à appliquer. Ce Comité est appuyé par une Cellule Permanente de Coordination et de Suivi, relevant conjointement du CSA et du MIPT, pour mener à bien les plans d'organisation de secours d'urgence approuvés par le CISU.

Ce sont les walis qui prennent les mesures de sauvegarde et coordonnent les opérations de secours. Ils sont assistés dans leur tâche par des Cellules d'Urgence Régionale (CURE).

Outre le MIPT et le CSA, le décret implique la collaboration effective de nombreux ministères : Défense

Nationale, Finances, MDRE, MAED, MSAS et CDHLCPI.

Le 25 avril 2002, trois arrêtés connexes étaient promulgués :

- L'arrêté conjoint n°0429/MIPT/MSAS/CSA fixe les seuils de gravité des situations d'urgence en prenant en compte les personnes concernées, l'étendue de la zone affectée et toutes autres données pertinentes. Trois degrés de gravité ( (III) affectant <50000 personnes, (II) 50000-100000 personnes, (I) > 100000 personnes) sont reconnus.
- L'arrêté conjoint n°0430/MIPT/CSA fixe les règles d'organisation et de fonctionnement des Cellules d'Urgence Régionale (CURE) présidées par les walis.
- L'arrêté n°0431/PM fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cellule Permanente de Coordination et de Suivi des Situations d'Urgence présidée par le Commissaire Adjoint du CSA.

Enfin, le 22 mai 2002, le Conseil des Ministres a examiné et adopté un projet de décret portant création du Fonds National pour l'Action Humanitaire. Les modalités d'organisation et de gestion du FNAH figurent dans le texte du décret. Le FNAH, compte de transfert spécial, vient compléter les dispositions prises par le décret n°17-2002 du 31 mars 2002 visant à définir une structure d'organisation des secours d'urgence. Il vise à disponibiliser les ressources publiques, les contributions d'états ou d'organismes internationaux et les contributions privées pour financer des dépenses occasionnées par les secours destinés aux populations atteintes par les crises.

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, qui est un des acteurs principaux du dispositif aux côtés du MIPT, du MSAS et d'autres administrations, oeuvrera dans les mois à venir à la mise en place de l'ensemble du dispositif « secours d'urgence ».

Comme pour le réaménagement du Cadre de Concertation de la Sécurité Alimentaire qui a donné lieu à une journée d'explication et de concertation organisée par le CSA en avril, seront organisées au niveau national et régional des rencontres entre les acteurs de l'urgence pour rendre vivantes et efficaces ces dispositions novatrices et positives qui doivent permettre au pays de mieux répondre aux crises exceptionnelles.